

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## L'affaire Crypto AG: la neutralité en danger?

L'ancien ambassadeur Paul Widmer analyse les événements du point de vue de la politique de neutralité

*mw. L'entreprise zougnoise fait soudain parler d'elle dans tous les médias. Il a en effet été révélé que des services secrets étrangers (CIA, BND) avaient vendu des dispositifs de chiffrement trafiqués par l'intermédiaire de Crypto AG, et que la société suisse appartenait même à des services secrets depuis un certain temps. La télévision suisse SRF en a fait état le 12 février 2020. Il est important pour la Suisse neutre de savoir si des politiciens suisses étaient au courant de l'opération d'espionnage, et si c'est le cas, lesquels. Les différents médias surenchérisent en spéculations sur ces questions et sur d'autres concernant l'affaire Crypto. Selon son communiqué de presse du 14 février, le Conseil fédéral avait déjà été informé de l'affaire en novembre et a récemment ouvert une enquête pour clarifier les faits, dont certains sont très anciens. Les résultats sont attendus en juin.<sup>1</sup>*

*Dans l'émission «Tagesgespräch» du 14 février sur Radio SRF 4 News, Paul Widmer, ambassadeur de longue date, analyse la question du point de vue de la politique de neutralité et se prononce également sur la question d'une poursuite raisonnable de l'action. Quelques déclarations clés de cette conversation sont reproduites ici.*

### «Nous devrions analyser la question avec audace, calme et sobriété»

*Paul Widmer:* «La neutralité est la principale ligne directrice de la politique étrangère de la Suisse et elle est soutenue par l'écrasante majorité des Suisses. Il est donc naturel de s'inquiéter lorsqu'on entend de telles nouvelles. D'autre part, je ne partage pas l'opinion selon laquelle la neutralité de la Suisse a été gravement endommagée. Nous devrions analyser la question avec audace, calme et sobriété.» – «Elle doit être étudiée car elle est au cœur de notre neutralité.»

### Même au Congrès de Vienne, le décryptage était monnaie courante

Selon Paul Widmer, l'affaire Crypto AG est une affaire importante en Suisse, mais pas à l'étranger. «L'International New York Times» n'a pas encore publié une seule phrase à ce sujet, tandis que le «Washington Post» – qui, avec la ZDF et la SRF, a soulevé la question – a publié un article indiquant que la CIA a pu écouter des dizaines de messages codés, c'est là la grande nouvelle. Le fait qu'il s'agisse d'une société suisse vient en second lieu.» Le gouvernement suisse n'a été mentionné que dans une petite note mentionnant qu'il avait ordonné une enquête. Le fait que les gouvernements obtiennent des informations par

tous les moyens possibles n'est pas nouveau. Même l'homme d'Etat autrichien Metternich s'était vanté au Congrès de Vienne d'avoir déchiffré quatre-vingts messages codés de services secrets.

En tant qu'ambassadeur, M. Widmer avait demandé un jour à un membre du Service fédéral de renseignement s'il devait s'attendre à ce que ses conversations à l'ambassade de Suisse soient mises sur écoute. Paul Widmer: «La réponse était: avec cent pour cent de certitude.»

Lorsque l'interviewer lui a demandé si Paul Widmer, en qualité d'ambassadeur, communiquait également sous forme cryptée, il a expliqué qu'il était arrivé de temps en temps qu'un cryptogramme soit utilisé, mais très rarement. Aujourd'hui, la communication se fait principalement par courrier électronique, parfois crypté, ou traditionnellement par des lettres qui sont transportées de pays en pays dans un sac de courrier.

### Questions sur l'enquête

Comme mentionné ci-dessus, différentes questions existent concernant l'enquête. Le Conseil fédéral a chargé Niklaus Oberholzer, ancien juge fédéral, de la diriger. Quel instrument serait le plus approprié? «Le meilleur moyen est certainement de ne pas avoir trop de doublons. Logiquement, c'est la délégation de gestion qui devrait s'en occuper». [La délégation de gestion du Parlement fédéral contrôle les activités des services de sécurité et de renseignement de l'Etat.<sup>2</sup>] Car, selon Paul Widmer, il existe un risque que plusieurs organes d'enquête n'arrivent pas exactement aux mêmes conclusions. «Un tel procédé ne permettrait pas de clarifier la situation si l'on veut obtenir un bon résultat». A la question de Marc Lehmann, de la RTS (radio et télévision suisse), de savoir si le Conseil fédéral ne devrait pas communiquer ses démarches au public au lieu de se contenter de pointer du doigt le rapport attendu en juin, il répond: «Serait-ce vraiment une bonne idée? Donnons aux organismes chargés de cette tâche le temps et la possibilité de faire leur travail correctement! Une fois les résultats disponibles, le Conseil fédéral devrait rendre public et annoncer les conclusions que la Suisse doit en tirer.»

Lehmann: «L'objectif des clarifications actuelles doit être de dissiper tout doute sur la crédibilité de la Suisse en tant que médiateur. Concrètement, la Suisse participe à diverses actions diplomatiques, par exemple avec les services de médiateur entre Washington et Téhéran, deux Etats qui n'entretiennent

pas de relations diplomatiques entre eux. Si l'Iran, qui a également employé les systèmes de cryptage de Crypto SA, devait conclure que l'on ne peut plus faire confiance à la Suisse, quelles en seraient les conséquences?»

Widmer: «Nous devons certes veiller à ce que de pareilles choses ne se reproduisent pas, mais nous ne devons pas oublier: *Crypto n'est pas une entreprise de l'Etat suisse, mais une société privée basée en Suisse.*» (mise en relief mw.) Lehmann: «Mais avec le «Made in Switzerland», vous tirez déjà profit de l'idée de neutralité.» Widmer: «Oui, il s'agit là évidemment d'un abus qui doit être élucidé.» – «Le mieux est de mener une politique dont on est capable de répondre.»

### Pas d'activisme extérieur

A la question de l'interviewer de savoir si la Suisse devait aborder les gouvernements concernés, par exemple dans le cadre d'entretiens privés lors de la Conférence sur la sécurité à Munich, Paul Widmer répond: «La Conférence sur la sécurité à Munich n'est certainement pas le bon endroit pour agir. C'est le lieu de rencontre des professionnels, qui ne sont pas surpris de ce qui s'est passé. Ce que nous devons faire, en revanche, c'est prendre des mesures de politique intérieure: nous ne voulons pas que de telles choses se produisent dans notre pays. En ce qui concerne l'extérieur, je prône le calme, pas l'activisme. A ma connaissance, pas un seul Etat n'a protesté jusqu'à présent.» Et de continuer:

«Nous voulons que notre neutralité ait une bonne réputation. Le plus important n'est pas que les services secrets fonctionnent bien, mais que la réputation de notre pays et ainsi la réputation de notre politique étrangère soient intactes. Toute cette affaire est donc dommageable, mais je le répète: n'exagérons pas, et voyons notre pays dans le contexte global des relations internationales où les priorités, en ce moment, sont autres.»

### Que savait le Conseil fédéral?

Qui savait quoi? C'est l'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger, ministre de la Défense dans les années 1990, qui est visé. Selon l'interviewer, il aurait été informé de l'identité des propriétaires de Crypto SA, qui a fourni ses appareils de cryptage au monde entier. Il ne sert à rien de spéculer à ce sujet, dit Paul Widmer. Une autre question importe davantage: «Nous devons déterminer exactement si c'était un conseiller qui était au courant ou si c'était le gouvernement suisse tout entier, puisque notre gouvernement est composé de sept conseillers fédéraux, et non pas d'un seul. Si l'un d'entre eux était au courant et n'a pas informé le Conseil fédéral dans son ensemble, en tant qu'organe collégial, c'est complètement différent.»

L'ambassadeur recourt à un exemple tiré de la Première Guerre mondiale pour illustrer que le Conseil fédéral tout entier, représentant donc la Confédération suisse, est lié au principe de neutralité. Ainsi, à l'époque, un seul conseiller fédéral (Arthur Hoffmann, alors ministre des Affaires étrangères) dut démissionner, tête baissée, parce qu'il avait voulu servir de médiateur pour une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie (alliée à la France et à la Grande-Bretagne), en secret et à l'insu du Conseil fédéral tout entier. Lorsque cela fut révélé, les deux puissances occidentales protestèrent contre cette violation de la neutralité. Le Conseil fédéral prit alors ses distances par rapport à Hoffmann



(photo mad)

Paul Widmer est historien, philosophe et politologue. Depuis 1977, il a travaillé au sein du service diplomatique de la Suisse, notamment en tant qu'ambassadeur à Berlin, en Croatie, à New York et au Saint-Siège. De 2007 à 2011, il a été le représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Depuis 2011, il est chargé de cours en relations internationales à la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université de Saint-Gall.

qui dut démissionner immédiatement. La réaction est intéressante. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Sir Balfour, a déclaré à l'envoyé suisse qu'avec la démission de Hoffmann et les distances prises par le Conseil fédéral, la Suisse avait fait ce qu'elle devait faire: «En ce qui nous concerne, l'affaire est close.»

### Réfléchissons davantage sur ce qu'est et doit être notre neutralité

«J'espère vivement que toute cette affaire nous amènera à réfléchir davantage sur ce qu'est et doit être notre neutralité. Notre neutralité est reconnue au niveau international, reconnaissance dont ne jouissent que de rares pays au monde. Grâce à cela, nous avons pu mener une politique étrangère fructueuse. Je pense que nous devrions nous rappeler que cela représente une certaine obligation pour nous, qui implique tout le monde, de gauche à droite. Face à la droite, il faut souligner ceci: même si le statut de neutralité nous permet juridiquement d'exporter des armes n'importe où tant que ce n'est pas le fait de l'Etat, nous ne devons pas nous permettre d'en exporter vers des pays en guerre au Moyen-Orient, par exemple, parce que ce genre d'excès est en contradiction avec la politique de neutralité. Face à la gauche, il faut insister sur le fait qu'il n'est pas de notre devoir de donner des leçons au monde entier. Je crois que nous devons nous rappeler que notre tâche est autre, à savoir de maintenir des relations internationales aussi fluides que possible dans les situations difficiles. Par exemple, la fermeture de l'ambassade suisse en Syrie, simplement parce que nous ne sommes pas d'accord avec la politique menée là-bas, est une erreur. Même si nous ne sommes pas d'accord à juste titre, nous devons maintenir l'ambassade parce que nous sommes un pays neutre. Cela nous permettrait de fournir nos services de façon plus efficace, également au profit du CICR et des autres organisations d'aide sur le terrain qui dépendent d'une infrastructure fonctionnelle.»

<sup>1</sup> Entretiens Von Wattenwyl du 14 février 2020, communiqué de presse du Conseil fédéral du 14/02/20

<sup>2</sup> [https://www.parlament.ch/fr/organes/delegations/delégation\\_de\\_gestion](https://www.parlament.ch/fr/organes/delegations/delégation_de_gestion).

Source: Lehmann, Marc. *Die Crypto-Affäre und der Ruf der Schweiz: Paul Widmer ordnet ein*. Tagesgespräch du 14/02/20 avec l'ancien ambassadeur Paul Widmer, Radio SRF 4 News.

### Affaire Crypto: le battage médiatique autour de Peter Regli n'a pas de sens

*mw. Peter Regli a dirigé le service de renseignement suisse de 1991 à 1999, après quoi il a été victime d'intimidation – comme cela s'est avéré plus tard, sans aucune base factuelle.*

Il est logique que les médias suisses se jettent aujourd'hui sur M. Regli: connaissait-il le passé des services secrets de Crypto AG? On a pu lire ainsi: «L'ancien chef des services secrets Peter Regli rompt son silence»<sup>1</sup> ou encore: «Une affaire de cryptologie sans fin. L'ancien chef des services de renseignement veut maintenant faire la lumière sur cette affaire.»<sup>2</sup>

Qu'est-ce que Peter Regli a vraiment dit? «Si je suis appelé par la Délégation

à l'examen des entreprises (GPDel), je suis prêt à coopérer. J'ai une grande confiance dans le travail du GPDel»<sup>3</sup> M. Regli démontre ainsi comment les affaires de ce type sont traitées en Suisse: selon les règles de l'Etat de droit. Ou comme l'a dit un jour l'ambassadeur Paul Widmer: «avec audace, calme et sobriété.»

<sup>1</sup> Honegger, Lorenz. *CH Médias en ligne* du 21/02/20

<sup>2</sup> Raaflaub, Christian. «Aujourd'hui en Suisse». *Swissinfo.ch* à partir du 21/02/20

<sup>3</sup> Honegger, Lorenz. *CH Médias en ligne* du 21/02/20

# Une Suisse sans armée dans un monde de courses à l'armement

par Gotthard Frick

Dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 10 décembre 2019, le titre: «La Suisse sans armée» que l'on retrouve dans deux courriers des lecteurs envoyés à la rédaction résume bien la situation: la Suisse n'a plus d'armée. Elle compte encore 6 bataillons de combat (2 bataillons de chars et 4 bataillons mécanisés) et 4 divisions d'artillerie. Si l'on en croit le rapport complet du DDPS sur les troupes au sol, leur équipement obsolète n'aurait aucune chance contre un ennemi doté d'un équipement moderne. En outre, l'armée dispose encore de 17 bataillons d'infanterie et de 2 bataillons de grenadiers. Les bataillons d'infanterie sont principalement destinés à soutenir les autorités civiles, par exemple dans les interventions armées, les missions d'observation, etc. et ne disposent pas d'armes lourdes pour la défense anti-char et anti-aérienne ou l'appui-feu. Les divisions territoriales – de petites unités qu'on appelait autrefois des *régiments* – auxquelles elles appartiennent, n'ont pas non plus les moyens de soutenir les bataillons d'infanterie, du moins par des tirs d'artillerie. Toutes les grandes unités disposent encore de forces de soutien et de forces spéciales (unité de logistique, unité médicale, génie, etc.), mais celles-ci ne sont pas aptes au combat. L'armée de l'air et la défense aérienne ne disposent pas de moyens modernes et à longue portée pour protéger notre espace aérien et nos forces terrestres. L'armée suisse n'a aucune chance pour l'instant. On peut réellement douter que la procédure de passation de marché actuelle puisse déboucher sur une armée de l'air et une défense aérienne puissante. En tout état de cause, il faudra de nombreuses années avant que, dans le meilleur des cas, une force aérienne et un système de défense aérienne renouvelés et raisonnablement crédibles soient opérationnels. D'ici là, la guerre à venir – dans laquelle nous nous trouverions impliqués depuis le début (voir ci-dessous) – pourrait bien déjà appartenir au passé. Sur le champ de bataille moderne, et sans présence véritable et solide dans l'espace aérien, nos soldats ne seraient plus que de la chair à canon.

## «Pour quelles raisons le pays le plus riche du monde s'est-il débarrassé de son armée?»

Il est certain que chez nous, tous les états-majors généraux importants sont conscients de l'état dans lequel se trouve l'armée. Même dans la lointaine Chine, lors d'un dîner en 2015, un ami, cadre de l'une des plus grandes entreprises chinoises, a posé à l'auteur de ces lignes une question assez abrupte: «Pour quelles raisons le pays le plus riche du monde s'est-il débarrassé de son armée?» Et dans le Business Standard indien, un article daté du 21 février 2014 sur l'armée suisse qu'il avait naguère décrite comme tellement puissante débute par la phrase suivante: «Se moquer de la Suisse est si facile que c'est presque antisportif».

## Réarmement massif des grandes puissances

Le Conseil fédéral estime qu'une guerre – et l'implication de la Suisse dans cette dernière – serait peu probable. Dans la mignonne représentation qu'il se fait de la guerre, il ne voit que la guerre virtuelle, dans laquelle seraient également déployées des troupes spéciales («les petits hommes verts»). Toujours selon son raisonnement, il faut oublier les «moyens lourds, les déploiements massifs». Sans aucun doute on ne peut être plus loin de la vision et des préparatifs des grandes puissances – c'est-à-dire de la réalité – que ce gouvernement. Les grandes puissances mondiales améliorent et renforcent leurs nombreuses grandes formations militaires, fortement armées et mécanisées, car elles savent que la décision est prise sur le terrain. Elles disposent bien entendu de plusieurs unités aéroportées, de forces aériennes efficaces et de flottes puissantes. En outre, dans le futur «Combat des armes connectées», elles auront recours, selon les besoins, à toute une série de nouveaux moyens en deçà du seuil nucléaire, rendant la guerre encore plus diversifiée, voire «plus meurtrière que toutes les guerres des

«Dans les documents du Conseil fédéral, on peut lire que nous devrions être en mesure de combattre un agresseur au moins «pour une courte période» et que nous serions alors libres de coopérer avec l'une des parties belligérantes. Comme le Conseil Fédéral a souligné à plusieurs reprises que la condition préalable à une telle coopération est l'interopérabilité, il est tout à fait évident que pour lui, seule la coopération avec l'OTAN entre en ligne de compte [...] Cela n'a plus rien à voir avec la stricte neutralité.»

70 dernières années», (comme l'a déclaré le 4 octobre 2016 le général Mark Milley, aujourd'hui promu au grade militaire le plus élevé des États-Unis). On emploiera des missiles de toutes portées avec une grande variété d'ogives, des armes cybernétiques, spatiales, hypersoniques, des armes de type «Prompt Global Strike», à rayonnement, peut-être même des armes biologiques et chimiques, de nouveaux capteurs et des dispositifs de ciblage partiellement basés dans l'espace, des moyens de guerre psychologique et autres auxquels nous n'avons même pas encore pensé. Des drones et divers systèmes d'armes automatiques, par exemple les sous-marins chinois autoguidés sans équipage compléteront le tableau.

## On ne peut même pas exclure une guerre nucléaire

Toutes les puissances sont conscientes que la guerre nucléaire conduirait à la fin du monde moderne. Mais comme il est certain qu'aucune des grandes puissances actuelles n'accepterait une reddition inconditionnelle après avoir perdu la guerre, préférant alors recourir aux armes nucléaires il reste alors la possibilité que les grandes puissances renouent avec une forme de guerre qui n'exige ni reddition inconditionnelle, ni soumission totale de la part de la partie perdante, mais qui leur permette de se suffire à elle-même en gardant la face, une forme de guerre comparable au comportement des puissances européennes après la Paix de Westphalie (1648) qui avait pendant quelque temps rendu leurs rapports un peu plus civilisés.

## «Seul un pays doté d'une armée forte peut vraiment être en sécurité»

Actuellement, tout le monde peut voir sur Internet les films vidéo du grand défilé russe qui a eu lieu cette année à l'occasion des célébrations de la victoire sur l'Allemagne d'Hitler, puis celles de l'énorme défilé des forces armées chinoises célébrant le 70<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire de Chine et se faire une idée de la masse de moyens lourds dont disposent ces puissances, tout comme les États-Unis.

Plus remarquable encore est une vidéo plus longue et très significative, commandée par le Comité central du Parti communiste chinois et mise en ligne sur Internet en septembre 2019, qui montre le président Xi Jinping en train de rendre visite aux troupes dans tout le pays. Il y annonce que les forces armées seront réduites de 300 000 hommes [et que, selon l'auteur, elles incluront encore environ 1 800 000 hommes et femmes], mais aussi qu'elles seront complètement modernisées et renforcées. Ce que cela dit c'est ce que nous avons oublié: «Ce n'est qu'avec une armée forte qu'un pays peut vraiment être en sécurité».

La Chine est en passe de devenir une puissance mondiale et ne se fait évidemment pas d'illusions. Le Président de la République, qui est également le président de la Commission militaire, a ordonné à chaque soldat, quel que soit son grade, de concentrer ses efforts sur «l'aptitude au combat et la préparation à la guerre». Lors de sa visite de troupes en mer de Chine méridionale en octobre 2018, il a déjà demandé de tout concentrer sur la «préparation à la guerre». La vidéo montre diverses troupes en situation de combat interarmes, y compris des attaques de chars, des débarquements sur une côte dans des chars flottants, des troupes de montagne en altitude, des unités d'artillerie à missiles en tir réel,

des troupes d'infanterie attaquant à travers les flammes, etc.

La vidéo montre clairement que la Chine a tiré les leçons de 100 ans de soumission à l'Europe, au Japon et aux États-Unis. Les appels du président Xi à l'envoi de troupes indiquent également que la Chine fera valoir ses intérêts, si nécessaire militairement. Elle en a déjà la capacité et continue de l'étendre. La vidéo se termine sur la musique d'un orchestre symphonique et un spectacle de ballet, tandis qu'un chœur chante – à l'étonnement de l'auteur de ces lignes: «Dieu bénisse la Chine, Dieu bénisse la Chine ... Je prie sincèrement pour que Dieu bénisse la Chine».

En d'autres termes, toutes les grandes puissances réarment et modernisent leurs forces armées. Tout le monde ne sait probablement pas que sur le plan militaire la Russie travaille étroitement avec la Chine en raison de la marginalisation de cette dernière par l'Occident. Les deux puissances ont effectué à plusieurs reprises des manœuvres conjointes importantes, en 2017, des démonstrations conjointes des flottes chinoise et russe en Méditerranée, tandis qu'en 2018 les deux flottes se sont entraînées en mer Baltique, bien qu'à une échelle modeste mais pratiquement dans notre voisinage.

## Uniquement entourée d'amis?

On entend constamment nos politiciens, pourtant responsables de la destruction de notre armée, dire que la Suisse n'est entourée que d'amis. Seuls ceux qui ne connaissent pas ou nient la réalité peuvent se livrer à ce genre de déclarations. Bien entendu, personne parmi nos voisins ne va brusquement attaquer la Suisse. Mais dans un avenir proche, la seule guerre imaginable en Europe se passera entre grandes puissances. La Suisse, ainsi que son espace aérien, se trouve au beau milieu du territoire de l'OTAN et dispose de corridors nord-sud et est-ouest très performants, de nombreuses infrastructures très vulnérables telles les centrales nucléaires, les barrages, les centrales électriques et les installations de commutation, d'importants points d'interconnexion, d'aéroports et bien d'autres choses encore. En outre, il existe de nombreuses brèches dans les zones frontalières ou les zones destinées aux atterrissages, et enfin il y a une population qu'il convient également de protéger. Mais nous ne pouvons plus protéger notre pays, nous ne disposons plus des moyens de «prévention de la guerre» exigés par la Constitution fédérale.

En cas de guerre, alors même qu'il s'agit d'une question de victoire ou de défaite pour les puissances impliquées, c'est-à-dire lorsque tout en dépend, les États-Unis et l'OTAN – dont la quasi-totalité de nos «amis» sont membres – prendront immédiatement le contrôle de notre espace aérien et de notre territoire pour atteindre leurs propres objectifs.

(De nos jours, le territoire de la Suisse est survolé chaque année des milliers de fois par les forces aériennes américaines et celles de l'OTAN – avec l'autorisation de la Suisse). L'objectif premier des autres puissances ne sera pas de prendre le contrôle de la Suisse, mais plutôt de pouvoir utiliser notre réseau de transports, nos aéroports, notre territoire et notre espace aérien pour les déplacements et les opérations de leurs propres forces et unités aériennes.<sup>1</sup> Dans le même temps, il s'agira également pour eux d'empêcher leurs enne-



Gotthard Frick a étudié la civilisation française, l'économie et l'administration des affaires à l'université de Paris (Sorbonne et «Sciences Po»). Pendant de nombreuses années, il a participé à de grands projets d'infrastructure (centrales électriques, lignes à haute tension, routes, tunnels, systèmes d'irrigation) en Suisse et à l'étranger. De 1968 à 2004, il s'est consacré à la création et à la gestion d'une société de conseil, de gestion et de formation avec une université de sciences appliquées anglophone affiliée qui a travaillé dans le monde entier pour toutes les banques de développement, les organisations des Nations unies (OIT, OMC, PNUD), l'OCDE, la Suisse et plusieurs autres gouvernements et entreprises. Il s'est souvent rendu en Chine. Frick était commandant de bataillon d'infanterie. Grâce à ses visites aux armées étrangères (Allemagne, Pakistan), de l'OTAN et aux bases de l'air américaine en Allemagne et au Panama, il possède une vaste expérience militaire. Gotthard Frick est membre du Parti social-démocrate de Suisse.

mis d'inclure notre pays dans leurs plans militaires.<sup>2</sup> Puisque nous ne pouvons plus remplir les obligations que nous impose le *Traité de La Haye* en contrepartie de la reconnaissance de notre neutralité qui sont de refuser, au besoin par la force, à toute partie en guerre l'utilisation de notre territoire, ce seront-elles qui veilleront chez nous à leurs intérêts. Les ennemis des États-Unis/et de l'OTAN, par exemple la Russie, interviendront alors auprès de nous en toute légalité, par exemple en détruisant nos aérodromes par des attaques de missiles ou par des attaques aériennes ou encore en s'emparant de notre territoire par des attaques aériennes. Ainsi, les deux parties belligérantes s'affronteront sur notre territoire et nous serons en guerre, avec tout ce que cela entraîne: morts, blessés et destructions.

## L'expérience de la Seconde Guerre mondiale

Pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes les puissances combattant en Europe occidentale, y compris les États-Unis, ont évalué la possibilité d'attaquer l'ennemi en passant par la Suisse ou, inversement, si l'ennemi lui-même pouvait les attaquer en traversant notre pays. Ils sont tous parvenus à une conclusion négative à cause de notre armée. Ici aussi, la priorité était d'utiliser notre territoire pour les opérations militaires des parties en guerre, ou plutôt pour empêcher leurs ennemis de s'emparer de notre pays afin d'atteindre ses propres objectifs. L'occupation de la Suisse dans son propre intérêt n'était pas au centre des préoccupations.

## «Interopérabilité»: coopération avec l'OTAN

Dans les documents du Conseil fédéral, on peut lire que nous devrions être en mesure de combattre un agresseur au moins «pour une courte période» et que nous serions alors libres de coopérer avec l'une des parties belligérantes. Comme le Conseil Fédéral a souligné à plusieurs reprises que la condition préalable à une telle coopération est l'interopérabilité, il est tout à fait évident que pour lui, seule la coopération avec l'OTAN entre en ligne de compte – bien qu'il soit plausible que l'OTAN soit probablement la première à utiliser notre pays à des fins militaires, ce qui signifie qu'elle qui serait l'agresseur. La Suisse

# L'administration Trump a sanctionné Rosneft pour favoriser l'économie américaine

## Un ancien rapporteur spécial des Nations Unies prend position

Les sanctions imposées par le gouvernement américain à la compagnie pétrolière russe Rosneft sont en réalité motivées par l'objectif de tenter d'évincer des grands marchés un énorme concurrent pour les exportations d'énergie vers les Etats-Unis, a déclaré Alfred de Zayas, ancien fonctionnaire des Nations Unies, à Sputnik.

Le 18 février 2020, l'administration Trump a imposé des sanctions à la société russe Rosneft Trading S.A. et à son patron Didier Casimiro pour avoir prétendument géré les approvisionnements en pétrole vénézuélien.

«En fin de compte, c'est l'objectif – faire progresser l'économie américaine aux dépens de toutes les autres», a déclaré le 19 février M. de Zayas, ancien expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable.

Washington avait renforcé ses sanctions en janvier dernier après que le leader

de l'opposition vénézuélienne soutenu par les Etats-Unis, Juan Guaido, se soit auto-proclamé président par intérim du pays. Le président vénézuélien Nicolas Maduro, élu démocratiquement à deux reprises, a accusé Guaido et l'administration Trump d'avoir tenté de renverser le gouvernement de Caracas afin de piller les ressources naturelles du pays.

De Zayas explique que cette dernière opération fait partie de la tentative de Washington de renverser le gouvernement de Maduro – jusqu'à présent sans succès. Les nouvelles sanctions imposées à Rosneft s'inscrivent dans cette stratégie d'isolement et d'appauvrissement du Venezuela, poursuit de Zayas.

«Les sanctions constituent un terrorisme économique ; elles ont un caractère illégal car elles infligent une punition collective».

«Les sanctions sèment la mort», prévient le diplomate. Un rapport du professeur Jeffrey Sachs et de Marc Weisbrot a souligné que l'on estime à 40 000 le nombre de Vénézué-

liens qui sont décédés en 2018 à la suite des sanctions imposées par les Etats-Unis et leurs alliés, note M. de Zayas.

Le président américain Donald Trump mène une politique axée sur l'argent à l'égard du Venezuela, déclare M. de Zayas. «Le but ultime est de déstabiliser le Venezuela, de créer le chaos, d'imposer Juan Guaido comme président, puis de procéder à la privatisation et au grand pillage des richesses naturelles du Venezuela», explique-t-il. «Rosneft n'est qu'une petite facette de ce scénario de pillage.»

Les sanctions économiques américaines ont violé la Charte des Nations Unies, le droit international coutumier et les principes de libre-échange et de libre navigation, souligne M. de Zayas.

«C'est une guerre non conventionnelle, motivée par la cupidité. Je peux difficilement appeler ça de la «politique» – c'est du banditisme de Far West», s'indigne-t-il.

Les Etats-Unis accusent Rosneft Trading S.A., une filiale du géant pétrolier

russe Rosneft basée en Suisse, d'avoir géré les exportations de pétrole vénézuélien en contournant les sanctions américaines, et le président de la société d'être le principal facilitateur européen aidant Maduro à survivre aux effets des sanctions.

Source: <https://www.urdupoint.com/en/world/trump-administration-sanctioned-rosneft-to-ad-842121.html> du 20.2.2020

(Traduction Horizons et débats)

«Dans la mesure où les sanctions ont conduit directement ou indirectement à une pénurie de médicaments essentiels tels que l'insuline et les antipaludéens, dans la mesure où les sanctions ont provoqué des retards de distribution et donc de nombreux décès, les sanctions doivent être condamnées comme des crimes contre l'humanité.»

Prof. Dr. iur. et phil. Alfred de Zayas

### «Une Suisse sans armée ...»

suite de la page 2

n'est membre que de la plate-forme d'interopérabilité de l'OTAN et participe avec ses membres à des manœuvres conjointes et à des événements d'interopérabilité. Les 16 et 17 février 2016, une grande réunion de l'OTAN incluant 100 officiers du commandement de l'OTAN, tous, ainsi que la Suisse, membre et organisations partenaires, a eu lieu à Zurich sur invitation du Conseil Fédéral et a été dissimulé par nos principaux médias, probablement à la demande du Conseil Fédéral. Cela n'a plus rien à voir avec la stricte neutralité.

### Un nouvel ordre mondial en devenir

Les gens d'ici ne sont évidemment pas conscients qu'un nouvel ordre mondial est en train d'émerger et que toutes les grandes puissances se retrouvent en concurrence sur leur future position. Sans entrer dans les détails, il faut rappeler que l'OTAN était à l'origine dirigée contre l'Union soviétique et ensuite contre le Pacte de Varsovie. Lorsque l'Union soviétique et le Pacte de Varsovie se sont effondrés et que l'armée russe a également connu un «déclin sans précédent» selon le Rapport sur la sécurité 2016 du Conseil Fédéral, on aurait pu supposer que l'OTAN se dissoudrait également. Bien au contraire! Sur le plan militaire, elle s'est de plus en plus rapprochée des frontières de la Russie, accueillant l'un après l'autre les anciens membres du Pacte de Varsovie ou de l'ex-Union soviétique

et augmentant ainsi la pression militaire sur la Russie.

### La Russie, la Chine et les Etats-Unis

Les dirigeants politiques et militaires russes ont souligné à plusieurs reprises ces dernières années – comme l'a fait le président Kennedy en 1962 lorsque l'URSS a déployé 50 missiles nucléaires à Cuba, aux portes des Etats-Unis – qu'ils ne peuvent accepter cette menace et qu'en l'absence d'un règlement à l'amiable, ils mèneront une action militaire à son encontre. Après la course aux armements de ces dernières années, de telles opérations devraient être à nouveau dans le domaine du possible.

La Chine a des différends frontaliers avec tous ses voisins, y compris l'Inde. Beaucoup d'entre eux sont des alliés des Etats-Unis qui viendraient – et devraient venir – militairement à leur aide en cas de conflit. Ajoutez à cela la menace contre Taïwan et la présence militaire que la Chine a établie en mer de Chine méridionale pour faire valoir ses revendications territoriales sur cette voie navigable, l'une des plus importantes du monde.

En sus des tensions entre les grandes puissances ici mentionnées, s'ajoutent de nombreuses tensions régionales et locales (par exemple celles du Moyen-Orient jusqu'à la

Turquie et à l'Iran), qui pourraient aisément muer en guerres régionales. Si les grandes puissances interviennent ensuite – et c'est déjà en partie le cas – une guerre mondiale pourrait facilement s'y développer. Enfin, nous ne devons pas négliger le fait que notre environnement pourrait être propice à des effondrements violents et à grande échelle. Si un conflit devait éclater entre la Chine et les Etats-Unis, la Russie saisirait probablement l'occasion de mettre fin à la menace que l'Occident a accumulée à sa frontière. L'Europe serait ainsi impliquée dans un conflit Etats-Unis/OTAN contre Russie/Chine, et la Suisse – comme indiqué précédemment – se trouverait ainsi sans défense, par sa propre faute.

### De quoi dépend la survie des Etats?

Tous ceux qui connaissent un peu l'histoire savent qu'il n'existe aucune garantie pour les Etats de survivre à jamais. Bien au contraire, de nombreuses grandes puissances ont disparu ou sont tombées aux oubliettes. Fréquemment, ceux qui autrefois dirigeaient le pays s'étaient laissés glisser dans le luxe et la décadence, raisons pour lesquelles leurs pays s'étaient écroulés. La survie des Etats dépend principalement de leur capacité à faire preuve de réalisme et à remplir de manière crédible

leur principale mission, à savoir garantir la sécurité du monde extérieur. Dans le cas de la Suisse avec son système démocratique, c'est le peuple tout entier qui est responsable de l'avenir commun. La Suisse semble s'être immergée dans la prospérité et n'avoir plus aucun intérêt à sa sécurité à long terme, c'est-à-dire à la survie du pays. En termes d'histoire mondiale, la disparition de la Suisse serait sans importance et ne vaudrait qu'une note marginale dans les livres d'histoire. Mais pour un citoyen suisse qui aurait souhaité un avenir sûr à ses petits-enfants, c'est là une douloureuse perspective.

<sup>1</sup> En 1944, lorsque les Alliés se retrouvèrent longuement bloqués sur le front allemand en France pendant la Seconde Guerre mondiale, Staline les somma d'attaquer l'Allemagne depuis la France en passant par la Suisse. Les dirigeants militaires américains l'avaient envisagé, mais conclurent ensuite qu'en raison du terrain difficile et de la petite – mais à «l'efficacité cependant reconnue» – armée suisse, le succès d'une telle entreprise était «douteux» («doubtful»).

<sup>2</sup> C'était précisément l'objectif du dernier plan d'attaque allemand d'août 1943: le moment venu, il était important de priver les Alliés de tout espoir de pouvoir inclure la Suisse dans leurs spéculations militaires, même en cas d'attaque allemande. Les planificateurs avaient exclu la possibilité que la Suisse puisse attaquer l'Allemagne. Personne n'avait de tels «projets absurdes», et il ne fallait pas non plus laisser infiltrer la mentalité suisse par des intentions telles qu'une «incursion armée dans un pays étranger, etc.» Les Alliés en étaient également conscients, mais ils nous auraient peut-être forcés à le faire.

## Pour des négociations avec l'UE sur l'Accord institutionnel

Résolution de la réunion annuelle du  
Forum pour la démocratie directe\* du 15 février 2020 à Berne

Bien que les préambules parlent d'un équilibre des droits et des obligations, le projet d'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE n'adhère pas à cette exigence. Au contraire, l'accord est très unilatéral: seule l'UE détient les droits de légiférer, la Suisse ayant l'obligation d'appliquer les lois votées. Le Forum pour la démocratie directe demande donc des négociations.

Jusqu'à présent, les accords avec la Suisse devaient être renégociés chaque fois que la législation européenne était modifiée. L'accord institutionnel devrait désormais stipuler que la Suisse doit adopter toute innovation (appelée «développements ultérieurs») dans le droit de l'UE. En cas de divergences d'opinion concernant l'interprétation de la nouvelle législation européenne, un tribunal d'arbitrage paritaire tranchera dans un premier temps. La Suisse peut ensuite saisir la Cour de justice de l'UE, qui rendra une décision finale et contraignante.

Dans le domaine des accords, l'UE accorde à la Suisse «la participation la plus large possible à l'élaboration de ses propositions». Toutefois, ce droit à la consultation ne doit pas induire en erreur sur le déséquilibre de fait. Les modifications de la législation européenne dans le domaine des accords entrent

également en vigueur en Suisse immédiatement après leur publication et leur mise en œuvre dans l'UE.

Les négociations sur le Brexit ont montré que, malgré toutes les affirmations contraires de l'UE, il est tout à fait possible de renégocier avec succès. Le Forum pour la démocratie directe appelle le Conseil fédéral à ne pas se laisser mettre sous pression par des délais trop courts ou des menaces de l'UE et à ne pas soumettre l'accord institutionnel au peuple tant que les déséquilibres n'auront pas été éliminés. Toute adoption de la législation européenne doit, comme dans le passé, continuer à être décidée par l'autorité suisse compétente jusqu'à un éventuel vote référendaire.

Forum pour la démocratie directe  
Paul Ruppen (Président),  
Luzius Theiler (membre du comité)

\* Le Forum pour la démocratie directe, fondé en 1992 pour lutter contre l'adhésion à l'EEE, organise les voix critiques envers l'UE en Suisse qui s'expriment sur les plans écologique, démocratique et social. Le Forum publie deux fois par an l'EUROPA-MAGAZIN, apportant des informations de fond très appréciées sur l'évolution de l'UE, la diffusion mondiale de la démocratie directe et la situation des droits fondamentaux ([www.europamagazin.ch](http://www.europamagazin.ch)).

## Tirer des leçons du Brexit

ds. Vous pouvez penser ce que vous voulez du Brexit, mais une chose est sûre: la Suisse peut en apprendre beaucoup.

Le processus de sortie laborieux peut servir d'avertissement à la Suisse pour qu'elle ne s'engage pas à se rapprocher de l'UE par un traité. La Grande-Bretagne est désormais libre de conclure des traités avec qui elle veut et de déterminer à nouveau sa propre politique. Et pourquoi la Suisse, parmi tous les pays, devrait-elle maintenant se placer dans une telle dépendance vis-à-vis de l'accord institutionnel, dont la Grande-Bretagne vient de se libérer si laborieusement?

A cause de Mammon? L'économie suisse avait déjà été déclarée morte lorsque les citoyens s'étaient prononcés contre l'adhésion à l'EEE. C'est le contraire qui s'est produit!

Et l'UE devrait-elle vraiment nuire à l'économie suisse par son chantage? La liberté et l'autodétermination ne valent-elles pas plus pour nous que Mammon? Ou ne sommes-nous plus prêts à défendre ces valeurs et, si nécessaire, à faire certains sacrifices matériels en conséquence?

### Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2020 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## La «politique agricole 2020» (PA 22+) affaiblit l'agriculture

Déclaration de l'Association suisse pour l'industrie et l'agriculture (SVIL) concernant le message du Conseil fédéral sur la politique agricole 2020 (PA 22+) du 13 février 2020

Selon la Constitution, la politique agricole doit garantir la sécurité alimentaire dans le contexte coûteux de la Suisse au moyen d'une aide au revenu et d'une protection des frontières. Le message du Conseil fédéral ne précise pas comment l'équilibre des différences entre les coûts et les prix sera maintenu en faveur de l'agriculture.

Au lieu de cela, le Conseil fédéral tente de déléguer progressivement cette tâche à l'industrie agricole et alimentaire elle-même, en exigeant qu'elle «augmente la valeur ajoutée sur le marché, augmente l'efficacité opérationnelle et continue de réduire la pollution de l'environnement et la consommation de ressources non renouvelables».

La question principale de la sécurité alimentaire mentionnée au début reste floue et les mesures engagées finissent même par contredire le mandat constitutionnel. Sont notamment en cause les mesures suivantes:

- transfert de la création de valeur à des niches rentables, à la transformation de produits ainsi qu'aux services, au déclin de la production alimentaire réelle;<sup>1</sup>
- intensification et rationalisation de la production restante sur des terres de moins en moins cultivées dans un environnement à coûts et salaires élevés, s'élevant à environ 10 millions de francs suisses;
- réduction de la production totale en faveur de l'«environnement» et réduction des revenus de la production.

En outre, il ne sera pas possible de compenser les différences de coûts et de prix par rapport aux importations, ni de compenser les «services environnementaux» supplémentaires et

la volonté de réduction de la production et des revenus avec le même budget.

La PA 22+ poursuit sans discussion le changement de direction initié par la PA 14-17, qui est d'intensifier l'agriculture et de la pousser dans les niches de la cité-Etat suisse. Cependant, à l'automne 2017, l'électorat avait approuvé l'initiative de sécurité alimentaire de l'Union des agriculteurs avec 80% des voix. Le Conseil fédéral a voulu ignorer cet état de fait dans sa «vue d'ensemble» de novembre 2017, alors controversée. Cela a échoué. Au lieu de cela, deux initiatives (eau potable et pesticides, juin 2018) sont venues des mêmes cercles qui ont soutenu la PA 14-17 et se sont opposés à l'initiative de l'Union des agriculteurs. Ces deux initiatives accusent l'agriculture d'être la seule responsable de l'impact environnemental que provoque l'utilisation croissante de la zone située entre le lac Léman et le lac de Constance. Par conséquent, l'agriculture est considérée comme une «ressource spatiale» pour la compensation écologique dans la cité-Etat. Dans le cadre des initiatives en matière d'eau potable et de protection des végétaux, le système de paiements directs a été détourné et soumis à des exigences très strictes. La PA 22+ rejette cette exigence extrême des deux initiatives. Néanmoins, il existe un lien: jusqu'à présent, les services de conservation des paysages fournis par l'agriculture ont constitué un argument supplémentaire en faveur du soutien nécessaire des revenus face à la réduction des prix à la production induite par l'OMC. Depuis la PA 14-17 et maintenant dans la PA 22+, les conflits métaboliques<sup>2</sup> résultant de l'adaptation

de la production de calories à une population en croissance explosive dans un espace limité sont exclusivement attribués à l'agriculture. La PA 22+ lui demande de fournir plus de services écologiques et de restreindre la production, ce qui, en fin de compte, se traduit par plus de travail et des rendements plus faibles. Le fait que, dans cette situation, la PA 22+ réduise de 100 millions de francs le cadre financier des paiements directs rappelle brutalement l'intention politique sous-jacente de la PA 22+: les paiements directs en tant qu'aide au revenu pour la production alimentaire seront supprimés, et ils ne seront plus attribués que pour des «services au système environnemental», ce qui va à l'encontre du mandat constitutionnel de la politique agricole. Nous avons déjà critiqué ce détournement des paiements directs dans la PA 14-17. Cela s'applique également à la PA 22+.

Même si la PA 22+ ne soutient pas les deux initiatives, cette utilisation anticonstitutionnelle des paiements directs reste notre principale critique à son égard.

L'assouplissement du droit financier et du marché foncier séparé, l'augmentation de la taxation des fermes, l'obstruction à l'aménagement du territoire des sites de peuplement rural, le sacrifice des zones de rotation des cultures au profit de la conservation du paysage, etc., tout cela confirme que la PA 22+ a pour buts d'affaiblir le rôle de l'agriculture en tant que limitation de la cité-Etat en pleine croissance et de la subordonner à ce processus de croissance grâce aux slogans habituels: plus de marché et plus d'écologie.

Les subventions pour l'industrie agricole et alimentaire doivent fournir des incitations claires pour assurer notre sécurité alimentaire dans l'îlot aux prix élevés qu'est la Suisse tout en maintenant les normes souhaitées pour les aliments et les ressources naturelles nécessaires pour y parvenir. C'est la seule façon de garantir que les préoccupations écologiques des initiatives mentionnées ci-dessus ne conduisent pas à un passage aux importations.

Hans Bieri, le 17 février 2020

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Hans Bieri, tél. +41 (0)79 432 43 52

<sup>1</sup> Les niches rentables comprennent, par exemple, l'agrotourisme, la transformation des produits de l'entreprise ou l'exploitation de boutiques agricoles. Toutefois, cela déplace l'activité de l'agriculteur de la production primaire (cultures arables, céréales, légumes, fruits, viande et production laitière) vers le secteur des services.

<sup>2</sup> Conflits métaboliques: Lors de l'extraction de ressources naturelles, mais aussi dans le cadre d'autres activités humaines (grandes villes, etc.), des substances sont toujours introduites dans la nature. Cela inclut en premier lieu l'application de produits phytosanitaires et d'engrais. Cependant, on accorde moins d'attention au problème de l'augmentation des eaux usées due à la croissance démographique, notamment les restes de médicaments, de préparations hormonales, et de drogues ni à la pollution le long des lignes de chemin de fer et des bords de route ainsi que dans les masses d'eau (notamment les déchets plastiques), qui laissent également des traces dans le sol.

(Traduction *Horizons et débats*)

## Une approche autonome de développement rural en Irlande

par Brian Flanagan\*

Certaines parties de mon comté irlandais de Donegal se trouvent à 350 kilomètres de Dublin. Ce trajet peut être raccourci à 200 kilomètres en passant par l'Irlande du Nord. Le salaire moyen ici est inférieur à 50% de celui du comté de Dublin. D'après le dernier recensement, la population des villes irlandaises a considérablement augmenté, alors que celle de notre village et de deux autres localités a diminué. On peut s'attendre à ce que la population des grandes villes augmente bien plus dans les années à venir, tandis que l'agriculture et la population rurale diminueront. Cela, tous les derniers gouvernements l'ont laissé faire.

Beaucoup pensent que cette évolution est en fait voulue par les décideurs politiques de l'UE et des Nations Unies. Mais elle est à la fois injuste et intolérable. Chaque week-end, les rues d'Irlande regorgent des familles retournées en voiture là où elles ont grandi et ont été formées. Cette tendance doit être inversée. La population des villes doit diminuer et celle des zones rurales augmenter. Mais comment?

Pour mettre fin à l'hémorragie des personnes les plus talentueuses et les plus qualifiées hors des zones rurales d'Irlande, nous devons leur permettre de créer des entreprises, comme elles l'ont toujours fait. Les entreprises ont besoin de plus que les soi-disant incitations qui sont actuellement proposées. Offrir des incitations financières n'a jamais suffi à la création d'entreprises qualifiées. Avec une faible population, de faibles revenus, des héritages modestes, une forte contrainte réglementaire, une législation du travail défavorable et une fiscalité élevée, la création d'entreprise dans les zones rurales d'Irlande a pu être comparée à l'enrôlement au corps des kamikazes japonais en 1944. Il faut faciliter la création d'entreprises. Toutes les stratégies ont jusqu'à présent échoué. La nouvelle proposition qui suit a été formulée après 50 ans de tentatives de création d'une entreprise de fabrication de meubles dans le comté de Donegal. Ce sont les mesures que nous devrions prendre:



«Hill of snow» (Sliabh Sneacht), Bunrana, Donegal, Inishowen, en Irlande (photo Brian Flanagan)

1. nous devons élire un nombre suffisant de députés sages et compétents se souciant davantage de résoudre les problèmes à long terme de l'Irlande rurale que de leur propre réélection. Nous aurons besoin de personnes de cette trempe pour faire démarrer le projet pilote suivant. (Charles de Gaulle aurait dit que les seules initiatives politiques valables sont celles qui ne sont mises en œuvre que graduellement)
2. les détails pratiques du futur projet pilote doivent être formulés. Dans ce cadre, les conditions économiques générales en faveur du développement des entreprises rurales seront modulés selon les aspects suivants:
  - a. Dans le cadre de ce programme, les personnes et groupes d'entreprises qualifiés bénéficieront d'une réduction d'impôt pour une période déterminée. Ces exonérations fiscales ne seront accordées qu'à des entrepreneurs proches du terroir et ancrés dans la ruralité, c'est-à-dire à des individus ou des groupes ayant clairement des racines familiales fortes dans la région du projet pilote. Ce régime fiscal de régénération ne sera par conséquent pas accessible aux

entreprises multinationales. En outre, l'octroi de l'exonération fiscale ne sera attribué – ou retenu sans possibilité de recours – que par une autorité compétente locale qui a un intérêt sérieux dans le fait d'accorder ou non l'exonération fiscale totale. Une telle autorité sera créée et formée à cette fin. La raison pour laquelle l'ensemble du régime est limité aux personnes ancrées dans la région est que leur enracinement est la principale garantie et la clé de leur engagement à long terme envers leur communauté au-delà de la période d'exonération fiscale. Sans cela, le programme risquerait de faire l'objet d'abus généralisés.

- b. Les personnes et les groupes qui manifestent offrent de bonnes opportunités d'investissement et qui bénéficient de plus d'une exemption fiscale aussi importante devraient être des candidats de choix pour les investissements et/ou les prêts des investisseurs et des sociétés de capital-risque (les opportunités de capital-risque sont rares actuellement).
3. Plusieurs projets pilotes devraient être lancés selon ce modèle pour les îles irlandaises et d'autres commu-

nautés souffrant de dépeuplement. 4. Dès que l'approche autochtone aura démontré sa réussite, le régime devrait être étendu au niveau national et international.

La problématique du projet: Une petite élite de barons financiers et de multinationales vont de fait perdre leurs monopoles ainsi que la liberté de piller à volonté le produit national brut de l'Irlande! La probabilité qu'un tel plan soit accepté, même pour des projets pilotes, dépend également de l'étendue et de la profondeur des connaissances des députés de la chose humaine. Dans notre monde postmoderne et faisant suite à une grave récession, la plupart des membres de notre actuel gouvernement sont malheureusement bien trop cyniques et égoïstes pour accepter un tel plan. Ils accordent peu leur confiance parce qu'ils jugent tout le monde selon leurs propres critères. La première étape citée ci-dessus est par conséquent indispensable.

Les avantages: La prospérité génère la capacité d'influence, le pouvoir de décision, la souveraineté locale et nationale, la dignité et, pour les habitants des lieux comme notre Donegal, la possibilité aussi de voir grandir leurs petits-enfants. Les communautés rurales et même les îles vont partout s'épanouir. Et pour les villes en grave difficulté partout dans le monde, cela signifie une réduction importante et durable de la pression sur l'offre de logements et des services à leurs populations continuellement croissantes. Martin Heidegger serait en effet ravi de voir les gens jouir à nouveau du lever et du coucher du soleil, des saisons, des rivières et des montagnes – chez eux, dans leur «ane-place» (un terme écossais).

Conclusion: pour que la plupart des nouvelles entreprises prospèrent dans les régions périphériques, il faut des niveaux d'investissement élevés. D'où viendrait les 500 000 d'euros requis par emploi? En construisant un jardin clos pour protéger les entreprises émergentes des vents violents de la fiscalité – c'est de là qu'elles devraient venir. Une deuxième métaphore: les côtes de la Méditerranée étaient autrefois couvertes de forêts denses. Malheureusement, les agriculteurs ont ensuite introduit les chèvres. Les chèvres ont dévoré les semis et aujourd'hui, les côtes sont dénudées. Les chèvres «grèvent» les côtes. Elles doivent être tenues à l'écart jusqu'à ce que les arbres aient suffisamment repoussé.

(Traduction *Horizons et débats*)

\* Après des études de philosophie à *University College Dublin (UCD)*, Brian Flanagan a créé une entreprise dans le domaine de la fabrication de meubles sur mesure et de la restauration de meubles anciens et s'est lancé dans le commerce. Il vit à Bunrana, County Donegal, en Irlande.

# La polarisation politique, signe d'une guerre qui vient?

par Karl Müller

L'éditorial de la Neue Zürcher Zeitung du 15 février dernier a pour titre «Die Deutsche Krankheit zum Tode» [La maladie mortelle allemande]. Eric Gujer, rédacteur en chef du journal, y fait le diagnostic, en partie à raison, de cette «maladie mortelle» qui frappe tous les partis centristes allemands. Elle se manifeste par une lente nécrose, c'est-à-dire des programmes politiques qui ne sont plus irrigués par leur tissu historique et s'en détachent en lambeaux. Un exemple dans le texte: «la CDU (le parti de droite majoritaire en Allemagne) représente tout et son contraire». Ou un autre extrait sur *Bündnis 90/Die Grünen*: «les Verts accommodent [...] en une seule phrase l'anti-américanisme et l'OTAN.» Maintenant, en tant que lecteur, on pourrait s'attendre à ce que Gujer appelle l'ensemble des partis à bâtir à nouveau des programmes politiques honnêtes qui seraient marqués par des principes d'éthique. Mais il n'en est rien. Il appelle plutôt la chancelière sortante, Angela Merkel, à initier un vote de confiance au Bundestag et à ouvrir ainsi la voie à de nouvelles élections. En attendant, Eric Gujer n'explique pas en quoi tout irait mieux après de nouvelles élections.

## L'élection n'est pas une garantie d'amélioration

Pour s'en convaincre, on peut se remémorer l'Histoire allemande. Heinrich Brüning, Chancelier allemand de 1930 à 1932, est un homme politique du centre ayant commis de nombreuses erreurs pendant la République de Weimar. Sa politique déflationniste était censée mettre fin aux réparations de guerre, mais elle a avant tout conduit à l'appauvrissement de larges pans de la population. Brüning n'était pas un démocrate et son gouvernement ne disposait pas d'une majorité au Reichstag, mais il a toutefois délibérément basé sa politique sur des points essentiels des décrets d'urgence du

«Les rapports internationaux sont sur une voie de barbarisation, pourrait-on dire, qui met la vie des gens à rude épreuve.»

*Déclaration de Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de Russie, à la conférence de Munich sur la sécurité, le 16 février 2020.*

## «Defender 2020» ou le défilé militaire à la frontière russe

km. De février à mai 2020, la manœuvre de l'OTAN dite «Defender 2020» aura lieu. Elle est évidemment dirigée contre la Russie. Plus de 20000 soldats américains seront expédiés avec leurs systèmes d'armes en Europe pour cette manœuvre et traverseront le continent en passant par la Pologne et les Pays baltes. Ils seront accompagnés des contingents d'autres Etats-membres de l'OTAN. Il s'agit du plus grand transfert de troupes américaines de ces 25 dernières années. Henning Otte, porte-parole CDU/CSU sur les questions de défense au Bundestag, a tenu le 13 février 2020 un discours en tout point conforme à la langue de bois otanienne et du gouvernement allemand: «La sécurité du

continent est en péril, en partie à cause de la politique étrangère agressive de la Russie. Il suffit de penser à l'annexion de la Crimée en violation du droit international et au rôle de ce pays dans le conflit au Donbass, aux vols d'entraînement russes au-dessus de la mer Baltique, aux manœuvres militaires agressives dans l'Arctique, au soutien au régime d'Assad en Syrie ou à la violation du traité FNI. Nos pays voisins sont également inquiets. Nous devons en faire encore davantage en matière de politique de sécurité, et cela inclut une sécurisation fiable du flanc est de l'OTAN.» (<https://www.cducsu.de/presse/texte-und-interviews/otte-defender-2020-ist-logistisches-grossprojekt>)

président du Reich. Pendant son mandat, les chiffres du chômage ont atteint des records, la cohésion sociale était rompue, et les partis extrémistes (NSDAP et KPS) avaient clairement gagné en voix aux élections du Reichstag de septembre 1930, et à Berlin, les batailles de rue entre les SA et les groupes de combat du SPD et du KPD étaient de plus monnaie courante. Néanmoins, Brüning n'était pas national-socialiste et, en avril 1932, il interdit les SA, engendrant une recrudescence des appels à sa démission. Nous connaissons la suite: après la destitution de Brüning, le NSDAP et le KPD ont obtenu à eux deux la majorité absolue des sièges au Reichstag lors des élections suivantes de juillet 1932. Le successeur de Brüning, *Franz von Papen*, a ouvert la voie à la future dictature par de nombreuses mesures (levée de l'interdiction des SA, coup d'Etat en Prusse contre un gouvernement de SPD et du centre, etc.). Son successeur, Kurt von Schleicher, nommé après quelques mois seulement, ne put gouverner que quelques semaines, et le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devint chancelier du Reich.

Ainsi, rien ne garantit que le nouveau gouvernement élu sera meilleur que le gouvernement sortant. En particulier lorsque la culture politique d'un pays a mal tourné et qu'il n'y a pas de partis ou de candidats en vue qui donnent l'espoir d'une réelle amélioration.

## L'Histoire ne se répète pas, mais...

On peut supposer qu'une banale répétition de l'Histoire n'est ni possible, ni envi-

sageable. Néanmoins, la question se pose de savoir pourquoi la situation politique ne s'apaise pas en l'Allemagne, alors même que les conditions matérielles d'une majorité des Allemands sont encore actuellement plutôt bonnes par rapport aux autres pays européens et que la situation n'est en rien comparable avec celle de la fin de la République de Weimar. Pourquoi l'Allemagne devrait-elle se comporter de manière irrationnelle? Et pourquoi y a-t-il continuellement des mises en scène politiques qui renforcent cette impression? Pourquoi y a-t-il une si forte polarisation dans de nombreuses décisions politiques? Pourquoi tant de médias, y compris ceux dits «alternatifs», y participent-ils de manière aussi active?

## La polarisation, une contribution négligeable à la culture politique ...

La thèse avancée ici est que ceux qui encouragent activement la polarisation politique en Allemagne – cette dynamique étant portée par des forces présentes sur l'ensemble de l'échiquier politique – n'agissent pas dans le sens du développement d'une culture politique propice à une démocratie libérale, mais foule plutôt du pied le fin terreau démocratique encore existant en Allemagne. La contestation véhémement des citoyens allemands ne saurait constituer une alternative à la «lutte contre l'extrémisme», qui n'a plus rien de constitutionnel et qui ne sert que les tactiques politiciennes ainsi que la suppression toujours plus importante de pans entiers

de souveraineté, conduisant les Etats européens à ne plus avoir d'Etat que le nom.

Il faut s'attendre à une recrudescence de l'agressivité ambiante et à une détérioration des rapports sociaux. Adolf Hitler avait monté ses Jeunesses Hitlériennes en hordes les unes contre les autres et les a laissés s'entredéchirer. Il fallait qu'agressions et violence se fassent, que les velléités pacifistes soient affaiblies et éliminées, et que l'unification de l'humanité sous une même bannière soit promue.

## ... mais peut-être essentielle pour se préparer à la guerre

De nombreux éléments laissent à penser qu'il s'agit une fois encore de préparer les Allemands à la guerre. Tous ceux qui ont écouté les discours prononcés lors de la Conférence de Munich sur la sécurité auront remarqué une fois de plus que les Etats de l'OTAN sont davantage mus par une animosité envers la Russie et la Chine que par une volonté de détente.<sup>1</sup> Ce n'est pas le spectacle sans cesse répété du manque de cohésion entre les Etats de l'OTAN qui doit nous faire perdre de vue cet aspect essentiel. A Munich, tous les Etats de l'OTAN (Allemagne<sup>2</sup> et France incluses) se sont à nouveau prononcés en faveur du réarmement et ont dépeint la Russie et la Chine comme cliché d'ennemis à abattre. Les controverses sur la future contribution de l'UE aux préparatifs de guerre ne doivent pas l'occulter.

Le slogan de la conférence ainsi que l'analyse de plus de 100 pages publiée avant le début de celle-ci montre clairement quelle angoisse anime les Etats européens de l'OTAN: «Westlessness», ou la perte de statut de l'Occident dans le monde.<sup>3</sup> L'ensemble des Etats de l'OTAN veulent tout faire pour s'y opposer. Au point d'engendrer une nouvelle guerre froide? Ou pire, une guerre chaude? Les exercices militaires prennent de plus en plus d'ampleur et sont réalisés à proximité immédiate de la frontière occidentale de la Russie (voir encadré) et de la Chine dans les eaux des océans Pacifique et Indien. Il serait très surprenant que le point d'appui principal de l'OTAN sur le

Suite page 6

# «Defender 2020» est une «manœuvre de la honte»

par Willy Wimmer, ex-secrétaire d'Etat au Ministère allemand de la défense



Willy Wimmer (photo ef)

Depuis la guerre de l'OTAN sur territoire européen contre la République fédérale de Yougoslavie, qui était contraire au droit international, l'OTAN n'a cessé de contribuer à l'érosion du droit international. Est-ce la loi de la jungle qui doit déterminer les relations internationales? Le point de vue américain domine et nous assistons à une transformation systématique de nos Etats en des avant-postes désignés par Washington, au plus grand mépris de notre ordre juridique. Oui, nous sommes bel et bien amenés à tirer une nouvelle fois les conséquences de deux guerres mondiales.

Force est de constater que depuis la guerre en Yougoslavie, l'«Occident des valeurs» est une notion du passé. Depuis 1945, la guerre a été contenue par la Charte des Nations Unies, plus concrètement par le rôle du Conseil de sécurité des Nations Unies. La guerre ne devait être possible qu'en cas de légitime défense et uniquement selon les règles des Nations Unies. Même l'OTAN n'était concevable que comme une organisation purement défensive et liée par cette même Charte des Nations Unies.

L'Allemagne a contribué à briser la seule protection de l'humanité contre de nouvelles destructions, car depuis la guerre contre la Yougoslavie en 1999, elle sape délibérément par des opérations militaires contraires à la Charte des Nations Unies l'engagement de

l'Allemagne en faveur des règles applicables du droit international.

Il ne s'agit pas de questions historiques. Quiconque est aujourd'hui assez attentif remarquera l'énorme augmentation du trafic aérien militaire, ainsi que le mouvement des chars à travers l'Allemagne vers le front russe. Cette politique a été menée à l'égard de la Russie depuis 1992, au lendemain de la guerre froide, contre tous les accords internationaux signés à l'occasion de la réunification allemande et contre les engagements pris également envers l'Union soviétique d'alors, en novembre 1990 dans la *Charte de Paris*. Un esprit de bon voisinage devait déterminer la vie en Europe. Où sont les interdictions du gouvernement fédéral afin d'empêcher l'armée américaine de marcher contre la Russie qui, en ce moment même et lors de cette manœuvre de l'OTAN, commémore ses immenses pertes humaines lors de la Seconde Guerre mondiale? Où était et où est le président fédéral allemand qui, durant son mandat, nous rappelait jadis l'importance de la Charte des Nations Unies pour la prévention de la guerre, et qui aujourd'hui obéit aveuglément à un gouvernement fédéral complaisant, laissant une fois de plus les troupes allemandes partir en guerre sans mandat des Nations Unies?

La chancelière allemande *Angela Merkel* brise un tabou en faisant participer des soldats allemands à la plus grande manœuvre de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide contre la Russie, un tabou qui risque d'empêcher l'accomplissement du long processus vers une paix durable et une possibilité de réconciliation, rendu possible grâce à des gestes admirables et à une action clairvoyante envers la Fédération de Russie et le peuple russe.

Rappelons que ce même peuple russe ren-contre le peuple allemand avec une ouverture d'esprit qui peut paraître impensable après les ravages de la Seconde Guerre mondiale et l'attaque de l'Union soviétique par le Reich allemand. Et pourtant, vous pouvez vous trouver où vous voulez dans les rues et sur les places de ce pays formidable: vous êtes le bienvenu en tant qu'Allemand. Lors de ma visite de la célèbre Division Taman près de Moscou en 1987 en tant que premier représentant d'un ministère de la défense occidental, même le musée de la Division était exempt de tout dénigrement des soldats de la Wehrmacht, l'ennemi d'alors. Le colonel politique de la division déclarait, en citant sa mère, que pour chaque jeune soldat allemand tué à l'époque, il y avait aussi une mère en deuil.

En 1985, le président allemand *Richard von Weizsäcker* a dénoncé au Bundestag un comportement que l'on pourrait qualifier d'«oubli de l'histoire». Cette expression est applicable au comportement de l'ensemble des dirigeants allemands aujourd'hui, qui ont voté pour que cette manœuvre soit effectuée avec des soldats allemands. Ils ont tracé une trajectoire et laissent les généraux de la Bundeswehr parler de la manœuvre tel qu'ils le font. Ils ne contestent pas le fait que des soldats allemands se soient terrés «aux portes de Leningrad/Saint-Petersbourg». Saint-Petersbourg est aujourd'hui un joyau de la culture européenne commune. Le 28 janvier 2020, lors de la commémoration de la libération d'Auschwitz, le président russe *Poutine* a inauguré un mémorial en souvenir du blocus de Leningrad par le Reich allemand pendant la Seconde Guerre mondiale à Jérusalem. La chancelière allemande était pré-

sente et est responsable du fait que la Russie d'aujourd'hui est devenue la cible de l'inique esprit de «Versailles», qui risque de placer la Russie dans le rôle de son propre pays pendant la Première Guerre mondiale et Versailles.

Il n'est donc pas étonnant qu'en mai 2019, le gouvernement fédéral allemand n'ait pas commémoré «Versailles» il y a cent ans, et que le président allemand ne l'ait pas fait non plus lors d'une cérémonie de commémoration placée sous sa responsabilité. Versailles est synonyme de «démon de la vengeance», mais aussi de l'incapacité délibérée de lutter pour la paix. Car les principaux dirigeants à Versailles savaient que le Traité qu'ils rédigeaient en 1919 serait la feuille de route pour la prochaine guerre. *Wolfgang Effenberger* a d'ailleurs souligné que le maréchal français *Foch*, sur la tombe duquel se trouvait le président américain *Trump* en 2017, avait déjà parlé d'une prochaine guerre dans une vingtaine d'années. Il ne devait pas se tromper. Cette pensée s'exprime à nouveau avec la grande manœuvre de l'OTAN, délibérément planifiée le jour de la fin de la guerre, le 9 mai 1945, comme s'il fallait une preuve supplémentaire. L'Occident qui obéit à l'OTAN ne sait pas faire la paix, il ne sait que faire la guerre, qu'elle soit froide ou sanglante.

La conférence américaine d'avril 2000 à Bratislava, en République slovaque, a clairement défini l'objectif américain pour l'Europe: rideau de fer entre la mer Baltique et la mer Noire, la Russie peut rester où elle veut, et se diviser ou être découpée en Etats plus petits. La manœuvre de l'OTAN appelée «Defender 2020» est une «manœuvre de la honte», qui ne sert qu'aux va-t-en-guerre.●

## «L'Emprise sur l'Eurasie»

Entretien avec Hermann Ploppa

*Horizons et débats*: Après vos livres «*Les Enseignants américains d'Hitler*» et «*Les Faiseurs de l'arrière-fond*», vous avez repris le thème de la guerre éternelle contre la Russie dans votre nouveau livre, «*L'Emprise sur l'Eurasie*». Qu'est-ce qui vous a décidé à écrire ce livre? Et quel est, en quelques mots, le thème central de votre livre?

**Hermann Ploppa**: Vous avez déjà fait référence à mes deux premiers livres. Au cours de mes recherches sur ces deux livres, j'ai débouché sur tellement de conclusions, pour ainsi dire fortuites, sur le déroulement réel des événements du 20<sup>e</sup> siècle que je ne voulais pas garder ces conclusions pour moi pour toujours. Cela a commencé par le récit traditionnel sur les raisons du succès d'Hitler. Il m'est apparu assez rapidement que Hitler n'avait pas atteint l'argent et le pouvoir aussi rapidement grâce à son «charisme», à son regard prétendument hypnotique ou à son don pour les mots. Et que ce ne sont pas seulement les cotisations des membres et les dons occasionnels de quelques industriels allemands qui l'ont aidé. Les organisations fascistes ne sont pas non plus des entités idéologiques, mais simplement des sociétés de services pour les entreprises, les cartels, les services secrets ou l'armée. Les nazis ont été financés par des sociétés anglo-américaines avec des sommes d'argent indescriptibles pour forcer l'Allemagne à s'intégrer fermement dans la matrice de pouvoir anglo-américaine. Car, et cela m'amène au thème central de mon livre actuel, l'Allemagne avait traditionnellement des liens étroits avec la Russie. La Prusse avait déjà des relations particulières avec ce pays. Et après que l'Allemagne a été empêchée de se développer par le dictat de Versailles en 1920, ni le gouvernement du Reich ni la Reichswehr n'ont émis de réserves quant à l'établissement de relations étroites, voire intimes, avec l'Union soviétique nouvellement formée, par l'intermédiaire du traité de Rapallo en 1922. Celles-ci comprenaient le développement militaire de l'aviation et de chars d'assaut. Cette politique a ensuite été brusquement et très violemment interrompue par la dictature hitlérienne. Après la Seconde Guerre mondiale, les puissances occidentales ont forcé la division de l'Allemagne pour faire de l'Allemagne de l'Ouest un tremplin explosif pour les armes nucléaires et conventionnelles. Mon livre raconte comment, malgré les liens étroits de la République fédérale avec les Etats-Unis, presque tous les chanceliers ont tenté de travailler avec la France ou l'Union soviétique pour regagner plus de souveraineté nationale.

Nous sommes actuellement dans une situation difficile. Car entre l'Allemagne et la Russie se trouvent maintenant les anciens Etats du Pacte de Varsovie, dont les gouvernements

soutiennent désormais pleinement la position agressive des Etats-Unis contre la Russie. Ces Etats commencent à former un front particulièrement anti-russe dans l'Intermarium<sup>1</sup>. L'Allemagne se trouve donc dans un étai dangereux: il n'y a guère de nouvelles possibilités de développement à l'Ouest. Et le gouvernement allemand se coupe des options dynamiques d'avenir de l'Eurasie, c'est-à-dire la nouvelle route de la soie, pour soutenir à la place la ligne russophobe des Etats-Unis. Ce qui, à mon avis, est une mission suicide.

*Vous commencez votre livre par un chapitre sur l'influent géographe britannique Halford Mackinder et sa théorie du Heartland (cœur du grand continent) des années précédant la Première Guerre mondiale. Pourquoi?*

Tout le monde s'intéresse à la remarque de George Friedman au Chicago Council on Foreign Relations, selon laquelle la politique américaine a toujours été d'empêcher la Russie et l'Allemagne de former une alliance et de se placer ensuite sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. Ce n'est pas nouveau. C'est précisément ce programme qui a été décrété par Halford Mackinder, un intellectuel britannique qui a eu une énorme influence en son temps. Mackinder a clairement reconnu qu'avec le progrès des chemins de fer et de l'automobile, les Anglais ne seraient plus en mesure de réaliser leur domination mondiale par le contrôle des mers. D'une part, Mackinder savait que la Grande-Bretagne n'y parviendrait seule et avait donc besoin d'une sorte de «sous-traitants» sur le continent pour mener à bien cette conquête pour l'Angleterre. D'autre part, ils voudraient exploiter eux-mêmes la plaque continentale eurasiennne avec ses immenses réserves de matières premières. Mackinder a également mis en garde explicitement contre une alliance entre l'Allemagne et la Russie. Le plan de Mackinder a été le grand leitmotiv de l'Angleterre et des Etats-Unis au XX<sup>e</sup> siècle. En contrepartie, les deux Etats étaient prêts à risquer des guerres d'anéantissement extrêmes. Le fait qu'il n'y ait plus eu de grande conflagration mondiale après la Seconde Guerre mondiale est simplement dû à des coïncidences extrêmement heureuses.

*Quel rôle ont joué et jouent les puissances anglo-saxonnes et leurs intérêts économiques et financiers dans leur ensemble, c'est-à-dire non seulement la Grande-Bretagne, mais aussi les Etats-Unis, etc. dans l'«emprise sur l'Eurasie»?*

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis espèrent une énorme expansion de leur pouvoir économique par l'appropriation des matières premières eurasiennes, afin d'attirer un grand potentiel d'acheteurs de produits finis. La Première Guerre mondiale a donc été menée afin d'obtenir un plus grand contrôle sur le continent eurasienn. Après cela, une Union soviétique politiquement relativement stable a été créée. D'un côté, des relations commerciales ont été établies avec les Soviétiques, d'abord à contrecœur, et qui ont même été suivies par des relations diplomatiques. Mais d'un autre côté, on a constamment essayé de détruire le système communiste détesté par des moyens militaires et de renseignement.

*Quel est le rôle de l'OTAN aujourd'hui?*

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne, avec *Operation*

*Unthinkable*, et les Etats-Unis, avec *Operation Dropshot*, ont tenté de détruire l'Union soviétique, lasse de la guerre, par des moyens militaires. Comme ce plan s'est rapidement avéré irréalisable, le gouvernement américain a commencé à utiliser le plan Marshall pour restaurer les Etats dévastés d'Europe occidentale qui se trouvaient dans sa sphère d'influence. A peine cela avait-il été accompli que l'OTAN fut fondée. Dès lors, les alliés ouest-européens, renforcés, ont dû payer eux-mêmes les coûts de l'armement antisoviétique. La conquête de l'Eurasie était un projet américain, dont les coûts devaient désormais être supportés par les Etats alliés aux Etats-Unis avec l'argent de leurs propres impôts.

*Le rôle de l'Allemagne dans l'«emprise sur l'Eurasie» était et reste contradictoire: elle coopère avec l'Union soviétique puis avec la Russie, et en même temps elle les attaque. Comment expliquer cela?*

Il s'agit d'une interaction. D'une part, au cours des décennies, les Etats-Unis ont mis en place en République fédérale d'Allemagne des réseaux discrets extrêmement influents dans lesquels les élites pouvaient être recrutées. Chaque chancelier allemand doit sa carrière à ces réseaux transatlantiques. D'autre part, ces chanceliers finissent par se rendre compte qu'ils doivent également servir le bien commun de leur pays. Surtout et avant tout, ils sentent une obligation envers leur propre économie. C'est ainsi que le Chancelier Ludwig Erhard a répondu aux offres de contact faites par le chef du gouvernement soviétique Khrouchtchev pour discuter d'une éventuelle réunification de l'Allemagne en contrepartie d'une aide massive au développement de l'économie soviétique par l'industrie allemande. Le prédécesseur d'Erhard, Adenauer, est allé encore plus loin. Depuis 1958, il travaillait à l'unification de la République fédérale d'Allemagne avec la France afin de créer un centre de pouvoir européen contre les Etats-Unis. Helmut Kohl, à son tour, avait déjà convenu avec Gorbatchev de la coopération germano-soviétique. Cela aurait mis la République fédérale sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis d'un seul coup. Mais l'Union soviétique a été dissoute par le président russe Eltsine, et cette option s'est donc également évaporée. La chancelière Merkel tente de maintenir la route vers l'Est ouverte dans une certaine mesure grâce à l'adhésion de l'Allemagne à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Toutefois, le gouvernement allemand soutient pleinement la ligne agressive des Etats-Unis contre la Russie, qui finira nécessairement par mal tourner pour l'Allemagne à long terme.

*Dans votre livre, vous mentionnez également des hommes politiques qui ont tenté de se soustraire à la prétention des Etats-Unis au pouvoir et qui ont voulu suivre leur propre voie, comme Nikita Khrouchtchev, Charles de Gaulle ou encore Konrad Adenauer, que vous avez déjà mentionné, mais aussi un président américain, à savoir Dwight D. Eisenhower. Qu'est-ce qui a distingué leur politique?*

J'ai en effet examiné un peu plus en détail trois hommes politiques remarquables. Tous trois ont principalement obtenu des résultats positifs. Khrouchtchev a considérablement amélioré la situation sociale de la population soviétique et, en plus, en déve-



loppant son propre missile intercontinental, il a rendu pratiquement impossible aux Etats-Unis d'attaquer l'Union soviétique. De Gaulle a pratiquement réinventé la France pendant la Seconde Guerre mondiale et n'a cessé de travailler à rendre l'Europe indépendante des Etats-Unis pendant la guerre froide. Eisenhower, grâce à son énorme prestige en tant que général de la Seconde Guerre mondiale, a vigoureusement contrecarré plusieurs frappes nucléaires des Etats-Unis, en sa qualité de président des Etats-Unis. Ces trois personnalités ont échoué magnifiquement. Je montre par leur exemple que les sociétés modernes ne peuvent être gouvernées que par des réseaux, mais plus par de grandes personnalités individuelles.

*Vous avez écrit que le mode de confrontation n'était pas obligatoire et qu'il existe des alternatives à la «mort des lemmings». Quel rôle les citoyens des pays occidentaux peuvent-ils jouer dans ce domaine? Quels moyens viables envisagez-vous pour contrer l'«emprise sur l'Eurasie»?*

Les citoyens doivent en effet représenter leurs intérêts beaucoup, beaucoup plus vigoureusement que ce n'était le cas jusqu'à présent. Il ne suffit pas de cocher un nom à l'occasion du spectacle des élections américanisées tous les quatre ans. Tout d'abord, il reste des vestiges antérieurs d'une participation au fonctionnement de la société. Car la copropriété de l'économie fait partie intégrante d'une véritable codétermination. Vous avez fait un excellent travail dans ce sens en Suisse en tant qu'Etat coopératif. En Allemagne, cela existe également, mais dans une moindre mesure, et il faut le relancer. Nous devons également introduire la démocratie directe en Allemagne, qui a merveilleusement bien fonctionné en Suisse depuis plus de 150 ans. Nous devons également apporter un soutien politique aux petites et moyennes entreprises qui font des affaires avec les Etats eurasiens comme la Russie et la Chine. Les liens économiques avec ces pays constituent également un travail pour la paix. L'avenir réside dans l'économie eurasiennne de la nouvelle route de la soie, et non dans un lien extrêmement artificiel avec un partenaire qui est séparé de nous par huit mille kilomètres d'océan et qui évidemment s'entraîne lui-même dans l'abîme, avec tous ses alliés. Comme le dit le conte de fées des musiciens de la ville de Brême: «On trouve toujours quelque chose de mieux que la mort».

M. Ploppa, merci beaucoup pour cette interview.

### «La polarisation politique, signe ...»

suite de la page 5

continent européen, l'Allemagne, n'y participe pas.

#### Les Allemands ne veulent pas la guerre! Mais on n'en tient plus compte.

Pour conjurer ce risque, l'US PEW Institute a tiré la sonnette d'alarme au début du mois de février.<sup>4</sup> Le taux d'approbation de l'OTAN est en train de sombrer. Entre mai et août 2019, 21 000 citoyens des 16 Etats de l'OTAN ainsi que de Russie, d'Ukraine et de Suède ont été interrogés sur l'OTAN. Alors qu'en 2007, 73% des Allemands sondés voyaient encore l'OTAN d'un œil positif, en 2019, seuls 57% le font encore. Plus alar-

mant encore pour les «sondeurs»: en cas de conflit militaire entre l'OTAN et la Russie, seuls 34% des Allemands seraient prêts à envoyer des soldats allemands au front, soit le plus faible taux de tous les Etats membres de l'OTAN. On a également demandé aux Allemands avec quel pays ils chercheraient à coopérer plus étroitement en cas de conflit: les Etats-Unis ou la Russie. Ici aussi, seuls 39% ont déclaré les Etats-Unis, contre 25% pour la Russie. •

<sup>1</sup> Les discours des hommes politiques américains des deux grands partis, très nombreux à Munich, en sont caractéristiques. Les ministres des affaires étrangères russe et chinoise tenaient un discours diamétralement opposé. Ces derniers ont fait mention des tensions à l'échelle mondiale, mais ont quant à eux plaidé pour une coopéra-

tion multilatérale entre les Etats qui se ferait sur la base de la Charte des Nations unies et du droit international.

<sup>2</sup> Les signaux évidents d'un éventuel futur gouvernement allemand noir-vert ou vert-noir s'inscrivent également dans ce contexte. Ils tirent leur origine d'une rencontre entre Armin Laschet (ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, candidat à la présidence de la CDU et à la chancellerie) et Annalena Baerbock (présidente de Bündnis 90/Die Grünen). Les Verts, qui étaient considérés comme faisant partie du mouvement pour la paix à leurs débuts, ont abandonné leur politique pacifiste tout d'abord avec l'implication déterminante du ministre des affaires étrangères Joschka Fischer, issu de leurs rangs, dans la guerre d'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, contraire au droit international, et ensuite, à cause d'une hostilité d'inspiration trotskiste-néoconservatrice toujours plus croissante au sein du parti

envers la Russie. De nos jours, les politiciens vert en Allemagne sont les fers de lance de l'antagonisme envers la Russie et la Chine. Si l'on ajoute à cela la rencontre d'une heure du président français Emmanuel Macron, d'Annalena Baerbock et de Robert Habeck (l'autre président de Bündnis 90/Die Grünen), organisée à l'initiative du premier, on a de quoi être très inquiet. Le discours de Munich du président allemand Frank-Walter Steinmeier, en revanche, a une nouvelle fois mis en évidence «l'éternel tiraillement» du SPD allemand entre d'une part, un sentiment anti-russe et, d'autre part, les vestiges de la pensée politique de détente des années 1960 et 1970.

<sup>3</sup> Etude complète à l'adresse suivante: [https://securityconference.org/assets/user\\_upload/Munich-SecurityReport2020.pdf](https://securityconference.org/assets/user_upload/Munich-SecurityReport2020.pdf)

<sup>4</sup> Un rapport sur l'étude et la version pdf de celle-ci sont disponibles à l'adresse: <https://www.pewresearch.org/global/2020/02/09/nato-seen-favorably-across-member-states/> du 09/02/20

# Syrie – Itinéraire sur les ruines de la Guerre Est de l'Euphrate: Kobané/Aïn al-Arab

par Karin Leukefeld

En route en la Syrie du nord, à l'est de l'Euphrate – dans une région encore partiellement sous contrôle kurde. C'est un domaine dont on entend rarement parler. Karin Leukefeld était sur place en constatant les ruines de la guerre – extérieures et intérieures.

Début janvier 2020, les prévisions météorologiques se sont trompées. On avait annoncé la pluie dans le Nord de la Syrie, mais un soleil éclatant perce le brouillard lorsque la voiture quitte Alep tôt le matin en direction de l'est. Dans une banlieue, Mohamed A., un Kurde d'Afrine ayant grandi à Alep, nous attend. Il a travaillé comme cameraman et photographe pour des médias étrangers et parle le kurde. Pendant les prochains jours, il nous accompagnera dans les régions à l'est de l'Euphrate restées partiellement sous contrôle kurde. Aujourd'hui, nous voulons nous rendre à Kobané, également appelé Aïn al-Arab.

Rapidement, le chauffeur Joseph et Mohamed A. sont absorbés par la conversation, tandis que mon regard glisse sur les champs qui s'étendent à l'horizon à droite et à gauche de l'autoroute.

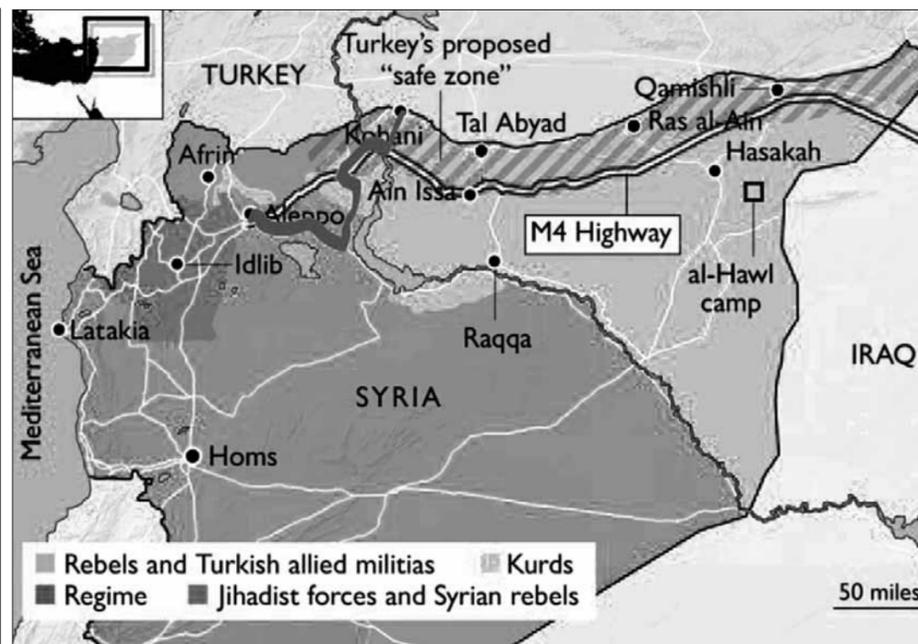
La grande centrale électrique fortement endommagée pendant la guerre n'est pas encore pleinement opérationnelle. On dit que des entreprises chinoises y travaillent, mais l'électricité pour Alep et ses environs provient toujours de Hama, via une ligne électrique nouvellement posée par la Chine depuis fin 2016. La grande ville industrielle de Sheikh Najjar dispose désormais de l'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Dans la ville, les places et les rues sont éclairées par des panneaux solaires.

Après le retrait partiel des Américains des zones situées à l'est de l'Euphrate en octobre 2019, les troupes russes et syriennes se sont aussitôt installées sur leurs positions, de manière ultra-rapide. Avant même que la Turquie ne commence son invasion, des soldats syriens étaient à nouveau stationnés, en grande partie le long de la frontière syro-turque, le drapeau syrien hissé à leur côté. Même si le voyage vers Hassaké est actuellement trop dangereux, car entre Tell Abyad et Ras al-Aïn des combats soutenus entre les djihadistes et la Turquie font rage, la voie vers Kobané est à nouveau ouverte. Enfin, je peux à nouveau traverser l'Euphrate.

Nous partons d'Alep sur l'autoroute M5 en direction de Rakka. À Mahdum, nous tournons vers le nord et empruntons une petite route de campagne qui traverse les villages en direction de Manbidj. À une barrière, nous devons attendre qu'un véhicule d'escorte nous soit assigné. La plaque d'immatriculation est notée et le chauffeur et l'accompagnateur doivent s'identifier. De toute façon, mon nom figure sur leur liste et ma venue est enregistrée. Puis on ouvre le péage, le véhicule d'escorte passe devant nous. Il a une plaque d'immatriculation différente, les lettres MNB sont suivies d'un numéro. «Bienvenue dans la Fédération Démocratique de Syrie du Nord», dit Joseph en riant.

Une dizaine de kilomètres avant Manbidj, nous atteignons la route de transit M4 qui relie Alep à Tall Tamer, Qamishli, via Al-Bab, Manbidj et conduit plus loin dans le nord l'Irak à Mossoul. Cette route directe entre Alep et Manbidj est bloquée, car la zone triangulaire entre Al-Bab, Azaz et Djarabul est contrôlée par la Turquie et les unités de combat islamistes se nommant elles-mêmes «Armée nationale syrienne». Comme pour le confirmer, un fournisseur de téléphonie mobile turc apparaît sur le téléphone portable. «Nous voilà donc sur leur radar», dit Joseph. En tant que Syrien d'origine arménienne, il n'éprouve aucune sympathie pour le gouvernement turc.

Après quelques kilomètres, nous tournons sur la base militaire d'Arimah. J'étais là il y a deux ans. À cette époque, le drapeau bleu de la «Fédération démocratique de Syrie du Nord» flottait à côté du drapeau russe. Maintenant, à côté de ces deux drapeaux, c'est le drapeau de la Syrie. L'armée syrienne et les Forces de défense du peuple kurde (YPG), qui représentent ici le Conseil militaire de



Itinéraire pour le reportage de Karin Leukefeld (Graphique mad)

Manbidj, se partagent fraternellement les bureaux disponibles. Là où j'ai rencontré, il y a deux ans, en route vers Manbidj, un groupe de militaires kurdes réside aujourd'hui le chef des Forces armées syriennes. La grande photo allant du sol au plafond d'Abdullah Öcalan qui était accrochée à l'époque a été remplacée par un portrait plus petit du président syrien Bachar al-Assad. Le fonctionnaire kurde nous invite à prendre une tasse de thé et peu après, tout le monde est assis ensemble devant la maison au soleil, à boire du thé et à fumer. De l'eau en bouteille plastique est distribuée. Elle a été mise en bouteille à Zakhō, dans le nord kurde de l'Irak.

La conversation des hommes tourne autour des réfugiés syriens en Allemagne. «Combien sont-ils», se demandent-ils, «et se sont-ils bien comportés? Que fait la police allemande avec les criminels et, l'Allemagne va-t-elle prochainement vouloir renvoyer les Syriens en Syrie? La situation devient plus pacifique en Syrie», dit l'un des hommes. «Nous avons besoin que notre peuple revienne pour reconstruire le pays». «Personne ne reviendra», répond un autre. «Ils sont bien là-bas.»

## L'Euphrate

Un peu plus tard, nous sommes de nouveau sur la route de transit M4, voie qui a de l'importance stratégique, continuant notre chemin vers l'Euphrate. Nous laissons derrière nous Manbidj, l'ancienne métropole provinciale, relais important pour le commerce et la contrebande entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Les ateliers de réparation automobile, les parkings des véhicules de chantier, les équipements agricoles et les voitures s'étendent sur de nombreux kilomètres à la périphérie de la ville. Des troupeaux de moutons attendent des acheteurs, des fruits, des légumes et des vêtements d'occasion s'offrent

partout par des vendeurs. Les vêtements des hommes nous permettent de les identifier comme Arabes. Ils portent une longue robe et un kéfié sur la tête. Certains ont attaché le tissu avec un agal, une double corde noire, d'autres ont tordu le tissu pour en faire un turban. «Manbij est un centre agricole», explique Mohamed A. Pendant la guerre, la ville est devenue une importante plaque tournante pour le commerce illégal du pétrole, entre les champs de pétrole occupés par les Kurdes et les Américains, dans l'est de la Syrie, et les acheteurs en Turquie, à Idlib et à Damas. «La Syrie rachète son propre pétrole aux forces d'occupation à l'est, le saviez-vous?» demande Mohamed A. «C'est une honte!»

La route serpente, en pente douce, à travers une chaîne de collines. Puis il apparaît à nouveau devant nous, le voilà, le large ruban bleu de l'Euphrate brillant au soleil. En raison des fortes pluies hivernales, le fleuve extrêmement large ressemble à une mer intérieure. Des îles se dressent, des volées d'oiseaux dansent sur l'eau. Loin au nord et au sud, se trouvent des gorges par lesquelles le fleuve doit se frayer un chemin. La route mène sur un pont étroit, partiellement endommagé, vers la rive est. Des camions, minibus, fourgonnettes et voitures très chargées se frayent un chemin dans les deux sens à travers le poste de contrôle militaire qui ressemble à un poste frontière. Au milieu du toit qui enjambe le poste de contrôle est affiché le signe des *Asayesh*, les forces spéciales de la police kurde.

Le véhicule d'escorte du conseil militaire de Manbidj est remplacé par un lourd transporteur Toyota qui nous devance, le moteur hurlant. «Qassad», explique Mohamed A., «SDF, Forces démocratiques syriennes». Le voyage ne dure pas longtemps, la Toyota fait une embardée tandis que le chauffeur peine à

immobiliser le véhicule lourd sur le bord de la route. C'est un pneu crevé, un gros clou dépasse du pneu arrière gauche.

Joseph offre son aide et fait tourner le pneu à plat avec ses outils. Il n'est pas possible d'en faire plus, un tuyau spécial faisant défaut. Un des accompagnants Qassad cherche un mécanicien automobile par téléphone. Joseph et lui partent et reviennent peu après sans résultat: l'atelier est fermé. Enfin, une autre Toyota s'arrête et donne un coup de main avec la barre spéciale qui permet de retirer la lourde roue de secours stockée à l'intérieur de la voiture. Enfin, après environ une heure, le voyage continue jusqu'à Kobané. Nous arrivons au village vers midi.

## Kobané – ville des martyrs

Un grand cimetière avec un mémorial en acier et en verre, qui rappelle une cathédrale se trouve à l'entrée de la ville. «C'est le cimetière des martyrs», explique Mohamed A. Plus de 1200 hommes et femmes y sont enterrés. Le centre-ville est rempli de souvenirs de la guerre. Partout, des affiches nous rappellent les disparus. Ils montrent Abdullah Öcalan avec des combattantes et des internationalistes déçus et, en plus grand nombre encore, de filles et de fils de la ville, tous tombés au combat.

Sur un rond-point central de la ville, la statue blanche d'une femme s'élève. Elle porte les vêtements kurdes typiques des combattants avec un pantalon large et un gilet d'uniforme. Sa main s'élève dans le ciel, ses ailes poussent sur ses épaules. «C'est notre combattante Arin Mirkan», explique un deuxième Mohamed, qui nous a entre-temps rejoints dans la voiture.

C'est une martyre très vénérée qui a tenu tête aux troupes de l'IS et s'est fait sauter. La statue a été construite par une équipe d'artistes à Suleimaniye et donnée à Kobané en guise de mémorial. Suleimaniye est située dans les régions autonomes kurdes du nord de l'Irak.

Comme Mohamed A., notre Mohamed No. 2 vient d'Afrine. Il est docteur en langue française et a étudié à Alep. Au début de 2018, il a fui les troupes turques et vit depuis lors à Kobané. Il travaille au bureau des médias des SDF et nous accompagnera à travers la ville. «Nous sommes surpris que si peu de journalistes syriens viennent nous voir», dit-il en traversant la ville. «La plupart d'entre eux sont originaires du Kurdistan du Sud.» C'est ainsi que les Kurdes appellent les trois provinces autonomes kurdes du nord de l'Irak. Les relations entre les Kurdes syriens, les Kurdes du Nord et les «Kurdes Qandil», en tant que Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, ne sont pas exemptes de tensions. Ils se distinguent par des traditions et des idées politiques différentes. Ce qui les unit actuellement en Syrie, c'est leur collaboration avec l'alliance anti-IS dirigée par les Etats-Unis.

Mohamed me montre les quartiers dévastés de Kobané se trouvant directement à la frontière turque. Des enfants jouent dans les ruines laissées dans leur Etat lamentable, des hommes les fouillent à la recherche de quelque chose d'utile. «Le conseil municipal prévoit de préserver les ruines et de les transformer en musée pour que la guerre et surtout notre combat pour la liberté ne soient jamais oubliés», explique Mohamed.

Le passage frontalier avec la Turquie est fermé, le drapeau turc est accroché au mât. De l'autre côté, la Turquie a construit un mur. C'est calme, les oiseaux gazouillent. Des pousses vertes fraîches croissent des sacs de sable empilés. De ce côté de la frontière, la situation est similaire à celle de la base militaire d'Arimah.

Le passage de la frontière est contrôlé par l'armée syrienne qui a hissé un drapeau syrien bien visible pour les Turcs. Sur le bâtiment de la frontière qui date probablement de l'époque de l'Empire ottoman, il y a un panneau avec l'indication «Rojava» (nom kurde désignant le Kurdistan occidental, syrien). Devant son front flotte le drapeau syrien,



Vue sur la ville de Kobané en ruine en direction de la Turquie (photo © Karin Leukefeld)

## Donner une chance aux enfants

par Eliane Perret, pédagogue thérapeute et psychologue

Une rencontre inattendue: récemment, je suis allée dans le rayon électronique d'un grand magasin. J'y ai entendu mon nom. Quand je me suis retournée, un jeune homme est venu vers moi, un sourire gêné sur son visage. Je l'ai tout de suite reconnu. C'était Miguel. Il avait quitté la classe de terminale de notre école il y a trois ans. Il fait maintenant un apprentissage dans le métier de ses rêves, dans le domaine de l'électronique. Nous avons bavardé un peu et je l'ai invité à passer un jour dans notre école. J'étais très heureuse de le voir de si bonne humeur au travail.

J'ai alors pensé à la discussion animée depuis longtemps concernant l'intégration des enfants ayant de problèmes de comportement. Miguel avait été l'un d'entre eux et avait suivi un enseignement dans notre école spécialisée.

### «... a une bonne intelligence mais ...»

Quand nous nous sommes dit au revoir, je me suis souvenue du temps que j'avais passé avec lui à l'école primaire. Ce n'était pas facile. Il était souvent fatigué et de mauvaise humeur, et avait la tête posée sur la table. Tous mes efforts étaient alors dirigés vers lui et il fallait le convaincre d'apprendre avec humour et détermination. Mais il pouvait aussi être très charmant et travailler avec beaucoup de soin. Sa mère m'a raconté des choses similaires concernant son attitude à la maison. Elle le trouvait souvent endormi sur son lit. Mais il pouvait aussi jouer avec beaucoup d'amour avec ses frères et sœurs beaucoup plus jeunes que lui et aider à faire le ménage. Par contre, il ne faisait jamais ses devoirs. Son parcours d'apprentissage était éloquent. Lorsqu'il a été admis dans notre école, ses problèmes ont été décrits comme suit:

«[...] a une bonne intelligence mais ne travaille pas à l'école; est impulsif et ne suit guère les règles [...] a peu de persévérance [...] est régulièrement absent de l'école en donnant des excuses douteuses [...] une enquête psychiatrique de l'enfant est en cours [...]» De tels rapports n'avaient rien d'extraordinaire pour nous, au contraire. Nous étions une école précisément pour eux.

### Devenir un être humain coopératif

Est-ce que Miguel avait un comportement qui irritait? Bien sûr, faut-il dire, bien sûr qu'il se faisait remarquer, bien sûr qu'il avait beau-

coup à apprendre pour devenir plus tard un être humain coopératif. Mais après avoir constaté cela, la tâche n'est pas résolue, elle ne fait que commencer.

Précisons-le d'avance: ce n'est pas un mal si les enfants ne se comportent pas tous de la même manière. La créativité dans le façonnement individuel de la vie est un enrichissement. Après tout, nous ne voulons pas de petites créatures bien entraînées qui ont été forcées à se comporter correctement et à obéir, mais des personnes qui vivent avec leurs entourages sur la base de l'humanité, de l'égalité et du sens des responsabilités pour elles-mêmes et pour les autres.

### Un sujet immuable

Qu'est-ce qu'alors une anomalie comportementale? Dans les manuels correspondants sur la pédagogie curative, les enfants ayant les comportements décrits ci-dessus occupent depuis longtemps une place importante. C'est compréhensible! Ils représentent des défis supplémentaires.

Selon l'année de publication et l'orientation du manuel, ils sont appelés différemment. La dénomination reflète l'esprit de l'époque. Les découvertes pédagogiques et psychologiques apportent de nouvelles nuances, et le phénomène est vu sous un nouveau jour. Aujourd'hui, il me semble souvent que l'attention est limitée et que l'enfant n'est pas une personne à part entière.

### Des perspectives et des concepts différents

Les tendances, normes, valeurs et objectifs propres à une culture et à une époque particulières ont une influence décisive sur ce qui est considéré comme évident et ce qui est considéré comme normal. Mais la norme est-elle toujours normale? Aujourd'hui, il est normal que les passagers des trams fixent constamment leur téléphone portable. La personne qui regarde par la fenêtre, qui parle à quelqu'un ou même qui lit un livre se comporte-t-elle de manière anormale?

Bien entendu, les différentes perspectives aboutissent également à des diagnostics et à des concepts pédagogiques différents. Ils peuvent servir de lignes directrices, mais le travail individuel avec l'enfant ou l'adolescent exige davantage. Nous devons réussir à les appréhender en tant que personnes

dans leur singularité et dans leur contexte de vie individuel.

### Apprendre à comprendre un enfant

C'est l'une des tâches pédagogiques (curatives) les plus passionnantes pour apprendre à «comprendre» un enfant. Où les difficultés ont-elles commencé? Était-ce depuis la naissance du frère ou de la sœur? Lors de l'entrée en maternelle ou à l'école? A-t-il perdu des relations importantes ou est-il en conflit avec elles? Se sent-il à la hauteur des défis actuels? Quels sont ses points forts? Comment parvient-il à tisser un fil conducteur?

Comme je l'ai observé, les comportements problématiques sont souvent introduits par un sentiment d'insécurité face à une tâche de la vie à venir, face à laquelle l'enfant ne se sent pas à la hauteur et dont il s'éloigne. Il se sent dans une position d'infériorité et attend un soutien de la part de son entourage. Ce faisant, l'enfant se rabat sur les schémas d'adaptation qui se sont formés dans la petite enfance, avec les attentes correspondantes de l'autre personne. Dans ce contexte, l'éducation (curative) devient de plus en plus un travail relationnel. Il s'agit d'encourager et de guider l'enfant, de prendre part aux difficultés et aux succès de son apprentissage, de l'encourager et de le mettre au défi. De cette façon, la voie vers une plus grande flexibilité intérieure peut être ouverte, ce qui est nécessaire pour aborder les nouvelles tâches de la vie de manière plus constructive et coopérative. C'était aussi le cas de Miguel.

### Les cours en classe: éléments de guérison

Cette tâche exige des enseignants un haut degré de maturité émotionnelle. Ils doivent être conscients de leur propre système de valeurs avec lequel ils évaluent et influencent le comportement de l'enfant de manière positive ou négative.

Les enfants qui n'ont pas eu la possibilité de pratiquer le sentiment et le comportement coopératifs peuvent se rattraper. L'éducation en classe, souvent mal vue, est un excellent terrain d'entraînement pour les enfants et les adolescents ayant des problèmes de comportement. La communauté expérimentée ainsi que les enseignants et enseignantes qui les soutiennent et les guident deviennent le point

de départ du développement de la compétence sociale. Dans un environnement protégé, ils gagnent en confiance en leurs propres capacités et se sentent plus à l'aise dans la vie en communauté. Grâce à la solidarité qui se développe lentement et à l'échange positif de sentiments avec leurs pairs, ils peuvent acquérir des expériences qui enrichissent et renforcent encore leur personnalité et leur donnent le courage de continuer à apprendre en fonction de leur âge.

Bien entendu, cette approche exige une compréhension des difficultés à la fois de la part des parents, des enseignants et des spécialistes en psychologie afin d'apporter un changement sur le plan émotionnel.

### Approche soutenue par la recherche

Avec ma conception, je suis certainement un peu opposée aux tendances actuelles où les problèmes de comportement sont souvent enregistrés en comptant, en mesurant et en cochant. Mais elle s'inscrit dans la lignée des recherches sur l'éducation curative à base anthropologique (Kobi et autres), l'attachement (*Ainsworth, Grossmann, Julius* u. a.), l'anthropologie (*Tomasello* u. a.), la psychopathologie de l'enfant (*Trevarthen, Hobson*) et la psychologie individuelle.

### Offrir une vraie chance

Mon objectif est de donner avec mon travail une véritable chance aux enfants ayant des problèmes de comportement qui nous sont confiés afin qu'ils puissent développer une capacité relationnelle globale. Nous ne devons pas succomber à la tentation de gérer leur comportement ou de le «garder sous contrôle», sans provoquer un véritable changement intérieur. Cela me semble également conforme aux recommandations du comité compétent de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui, en 2015, a fait remarquer à la Suisse que le diagnostic de trouble déficitaire de l'attention (hyperactivité) ADHD était trop souvent posé et a souligné l'augmentation de la prescription de méthylphénidates tels que Ritalin, Concerta, etc.

La rencontre avec Miguel continue de me faire réfléchir. Il a retrouvé son calme et poursuit sa route. Certainement toujours avec des détours plus ou moins importants. Mais il va y arriver!

### «Syrie – Itinéraire sur les ruines ...»

suite de la page 7

l'entrée du bas mène au bureau de l'armée syrienne. Les représentants des *Forces de Défense du Peuple Kurde* se tiennent à l'écart, ils surveillent. Le représentant des médias des SDF, Mohamed 2, s'assoit avec eux pour discuter.

### L'autonomie gouvernementale après l'invasion turque

Enfin, nous nous rendons au bureau du maire pour parler à l'administration de la ville. *Lamis Abdallah* est présidente de la région administrative de Kobané, Tell Abyad et des environs, Aïn Issa et Suluk. Elle nous salue aimablement, nous invite à nous asseoir dans le coin agréablement chauffé, juste à côté du poêle. Après m'avoir présentée et expliqué mes questions, elle hésite en disant que je ne m'étais pas annoncée. Mes questions relevant du domaine politique et militaire, elle refuse d'y répondre. Le responsable des médias des SDF, Mohamed Nr. 2, tente en vain de la convaincre de parler au journaliste allemande, Mme Abdallah quitte la pièce. Lorsqu'elle revient un peu plus tard, elle accepte de répondre à des questions de caractère plus générales sur la population, la situation sanitaire, le marché de travail, l'éducation et le logement. Il n'en reste pas moins qu'elle refuse de répondre aux questions concernant les changements de la situation administrative de «Rojava» engendré par le retrait partiel des troupes américaines et l'arrivée des forces russes et syriennes, sur d'éventuels conflits et sur l'avenir de «Rojava». «C'est politique et militaire». Et une photo? Non, pas question.



Euphrat-Qere-Qozaq vers le nord (photo © Karin Leukefeld)

Lamis Abdallah est arménienne et vient de Tell Abyad. Lorsque les soldats américains se sont retirés en octobre 2019 et ont attaqué la Turquie, elle dit avoir pu s'enfuir par un corridor humanitaire. Son église à Tell Abyad avait été transformée en base militaire par les forces d'occupation turques. La plupart des familles arméniennes de Tell Abyad et des villages voisins ont fui directement vers Alep. «De là, ils tentent d'émigrer vers l'Europe, l'Australie, le Canada ou les États-Unis. Beaucoup y ont des parents qui les aident. Ils ne reviendront pas.»

### Plus de 150 000 personnes en fuite

Plus de 150 000 personnes ont fui les Turcs, poursuit Mme Abdallah. «Ils ont fui vers le sud, vers Rakka, dans un camp de réfugiés.» L'administration des SDF avait fourni aux gens des matelas et des bâches, à part cela il n'y avait rien. «Les agences d'aide internatio-

nale nous ont quittés». Rien qu'à Kobané, plus de 6000 familles ont trouvé refuge. Chaque famille est statistiquement réduite à cinq personnes. Après l'attaque turque, les médecins et les spécialistes se sont sauvés. «Nous avons des écoles et des hôpitaux à Kobané, mais nous manquons de personnel. L'hôpital de Tell Abyad est fermé. L'hôpital d'Aïn Issa est très petit et ne reçoit aucune aide internationale», déclare Mme Abdallah.

«Rojava» a été le début de la stabilité nous avons reconstruit la société, les relations sociales. Les femmes ont des droits égaux dans tous les domaines de la vie. La Turquie veut empêcher cela, elle ne veut pas de stabilité. Après l'invasion turque, la situation s'est considérablement détériorée. Nous avons perdu la plupart de nos civils. Nous ne recevons plus d'aide internationale, plus de nourriture, plus d'assistance, rien», explique Lamis Abdallah.

«La coopération avec le gouvernement syrien en vue de chasser la Turquie du Nord-Est de la Syrie? C'est une bonne chose que l'armée syrienne contrôle à nouveau la frontière avec la Turquie», dit Lamis Abdallah avec prudence. «Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit condamner la Turquie», affirme-t-elle, «car l'invasion est illégale. Pour la Turquie, les Kurdes sont la cible la plus importante», ajoute le représentant des médias des SDF, Mohamed 2. «Les Kurdes se sont organisés comme un Etat, cette autonomie est une épine dans le pied de tous les Etats de la région. La Russie a assuré qu'après le retrait des soldats américains, l'autonomie kurde serait maintenue et devrait être respectée par le gouvernement syrien.» Comme convenu, les combattants kurdes s'étaient retirés sur des positions situées à environ 30 kilomètres au sud de la frontière.

Mme Abdallah reprend la parole. La situation économique à Kobané est stable. Les salaires mensuels sont plus élevés que dans le reste de la Syrie, entre 50 000 et 100 000 livres syriennes (jusqu'à 80,00 euros). Le mazout est subventionné, les réfugiés reçoivent le mazout gratuitement. Il est important de soutenir les femmes, dont beaucoup sont veuves.

Joseph se souvient de l'époque. Nous sommes en début d'après-midi et le soleil se couche dans trois heures. Le voyage vers Aïn-Issa nous attend. «Saluez nos amis là-bas», dit Lamis Abdallah et nous accompagne jusqu'à la porte. Peut-être une photo après tout? Non, pas possible, dit-elle en nous saluant avec un sourire avant de regagner son bureau.

(Traduction *Horizons et Débats*)

Source: <https://deutsch.rt.com/der-nahe-osten/97786--spurensuche-in-syrien-2-ostlich/>